

PAN AFRICAN POSTAL UNION

(Specialized Agency of the AU)

GENERAL SECRETARIAT



UNION PANAFRICAINNE DES POSTES

(Institution spécialisée de l'UA)

SECRETARIAT GENERAL



RESULTATS D'ANALYSE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LA REGULATION POSTALE EN AFRIQUE

Version provisoire

Janvier 2025

Telephone
Téléphone
+255 27 2611440

Telefax
Téléfax

Address/Adresse
13th Floor, PAPU Tower
282 Moshi Road, Philips Area
Sekei Ward
P.O Box 6026, Arusha 23190
United Republic of Tanzania

Website
Site Web
www.upap-papu.africa

E-mail Address
Adresse E-mail
sc@papu.co.tz

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Conformément à ses objectifs de promotion de la réforme du secteur postal, la Conférence des plénipotentiaires a, en sa 10^{ème} session ordinaire tenue du 24 au 25 juin 2021, adopté la décision **n°16/UPAP/PC/X/2021 du 25 juin 2021** portant adoption de la directive postale africaine. L'objectif principal poursuivi par cette directive était de proposer entre autres un modèle type décrivant les missions et caractéristiques de la régulation postale applicable à l'échelle continentale. Consécutivement à l'adoption de cette directive, le programme d'activités quadriennal 2022-2025 de la Commission Politique et Régulation a adopté, relativement à la mise en œuvre de la directive et/ou de la régulation postale, une série d'activités dont :

- Identifier par ordre de priorité les domaines d'harmonisation découlant de la directive ;
- Proposer des textes d'application de la directive postale africaine ;
- Elaborer des cadres politiques et juridiques en matière de régulation postale ;
- Mettre en place des dispositifs d'évaluation de la performance et de la qualité de service ;
- Elaborer un cadre de collaboration entre les régulateurs ;
- Proposer un cadre de régulation des activités financières postales.

La réalisation desdites nécessite inévitablement des informations suffisantes sur l'état des lieux et les perspectives de la régulation postale en Afrique. C'est ainsi que le Secrétariat général de l'UPAP a, en vue de pallier l'insuffisance ou l'absence d'informations, initié le questionnaire sur la régulation postale en Afrique qui a été administré, sur la période d'août à d'octobre 2024, à tous les Etats membres en l'occurrence les autorités de régulation postale.

2. OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

L'enquête sur la régulation postale en Afrique poursuit un objectif principal décliné en sous-objectifs.

II.1. Objectif principal

L'objectif principal poursuivi par l'administration de ce questionnaire consiste à créer une base de données sur la régulation postale en Afrique qui sera conservée comme référentiel au Secrétaire général de l'UPAP.

II.2. Sous-objectifs

De façon spécifique, le questionnaire sur la régulation postale en Afrique vise entre autres à :

- permettre au Secrétariat général de l'UPAP de faire l'état des lieux de la régulation postale en Afrique ;
- envisager des perspectives à travers des propositions de documents stratégiques, des recommandations pertinentes ; et
- mettre en œuvre les activités y relatives du programme d'activités quadriennal de la Commission Politique et Régulation pour le cycle 2022-2025.

Pour réaliser ces sous-objectifs, le Secrétariat général de l'UPAP a adopté et suivi une méthodologie qui a été déroulée en plusieurs phases.

3. METHODOLOGIE

La méthodologie suivie par le Secrétariat général a consisté à :

- la conception et la validation du questionnaire sur la régulation postale;
- l'administration dudit questionnaire ;
- la collecte, le traitement et l'analyse des réponses des Etats membres ;
- la rédaction du présent rapport de présentation des résultats de l'enquête sur la régulation postale en Afrique ;
- la validation en interne dudit projet rapport;

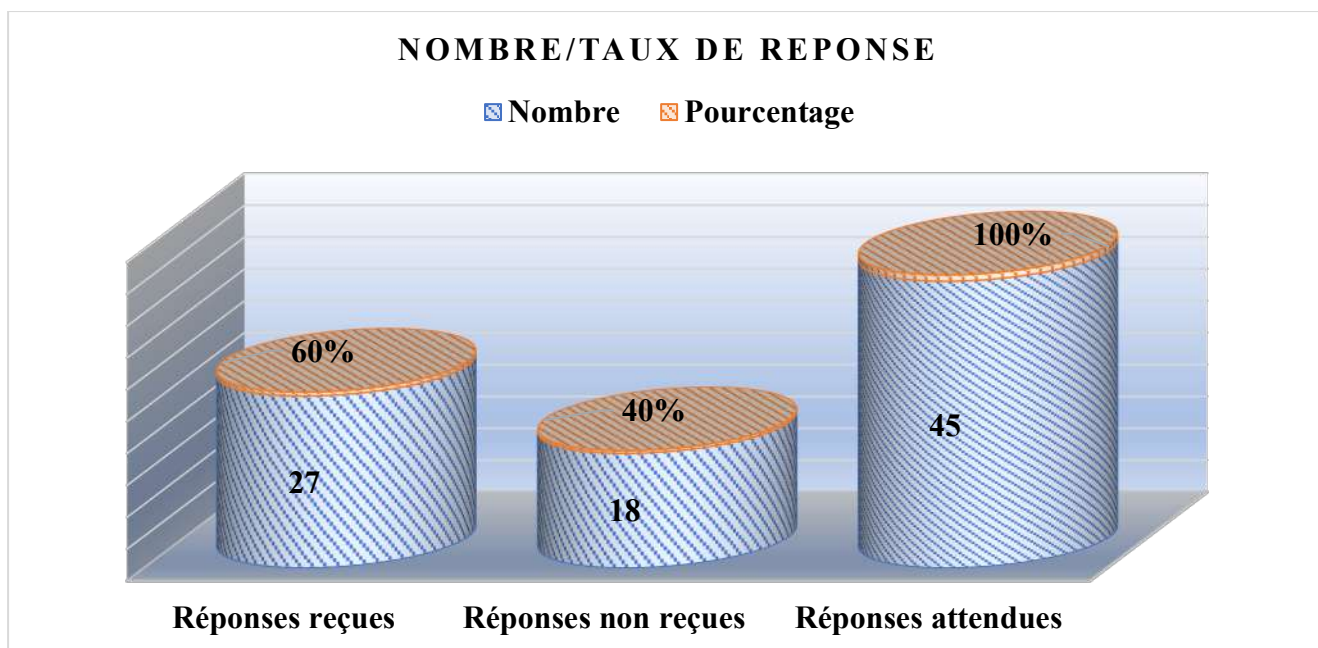
Les prochaines étapes consisteront à soumettre le projet de rapport au Groupe de travail sur le renforcement de la régulation postale, à la Commission Politique et Régulation puis au Conseil d'administration. Les résultats de l'enquête permettront de définir les grands axes à intégrer dans les interventions stratégiques à définir pour le prochain cycle par le Secrétariat général de l'UPAP.

4. RESULTATS DE L'ENQUÊTE SUR LA REGULATION POSTALE

L'analyse des réponses au questionnaire sur la régulation postale en Afrique a abouti aux résultats suivants :

1) Nombre/Taux de réponse

Ce point vise à dégager sous forme de nombre et de pourcentage les réponses reçues et celles non reçues. En effet, tous les Etats membres de l'UPAP n'ont pas répondu au questionnaire sur la régulation postale en Afrique. Le rapprochement entre le nombre de réponses reçues par rapport à celles attendues se présente comme suit :



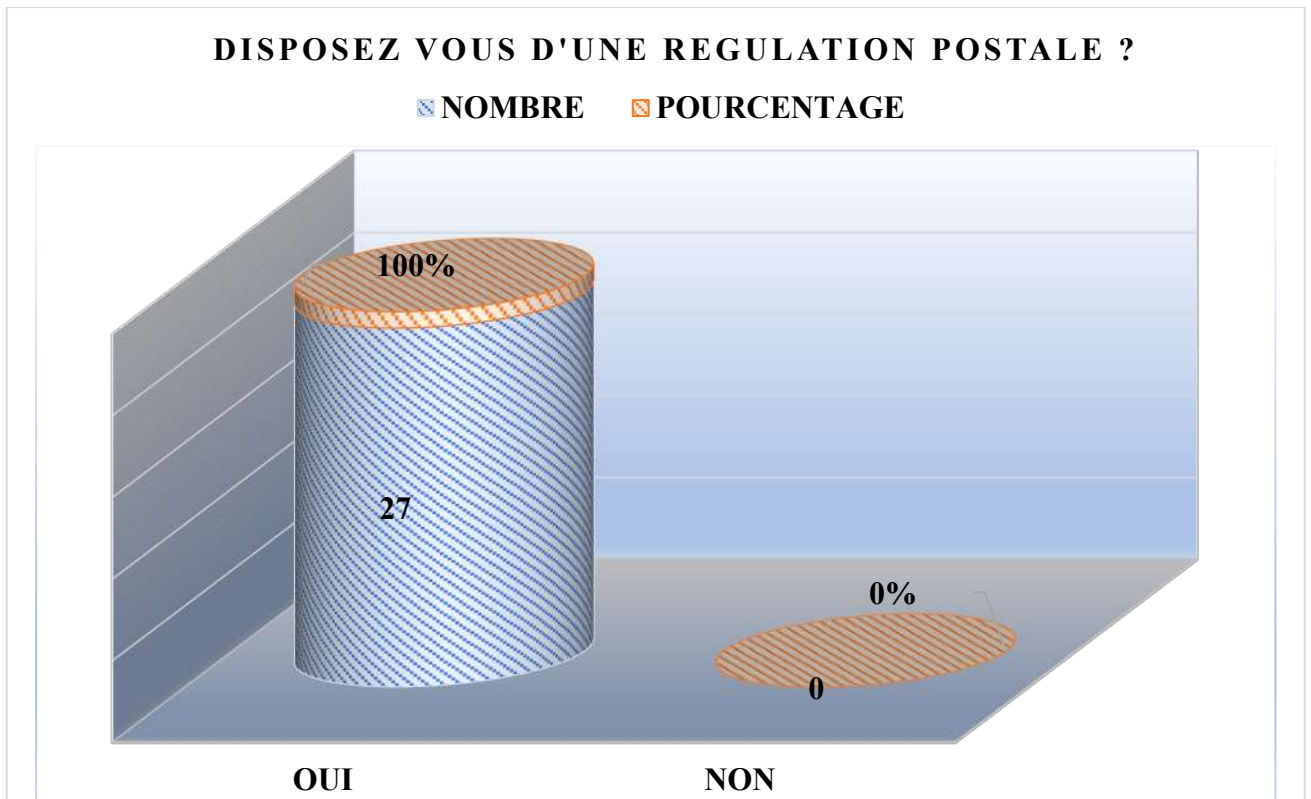
Résultat : Sur un nombre de réponses attendues de **quarante-cinq (45)**, **vingt-sept (27)** Etats membres ont effectivement répondu au questionnaire, soit un taux de réponse de **60%** contre **dix-huit (18)** Etats membres qui n'ont pas répondu, soit un taux de non-réponse de **40%**. Ont répondu au questionnaire les Etats membres suivants : **le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, l'Eswatini, l'Ethiopie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, la République unie de Tanzanie, la Zambie, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigéria, la République Centrafricaine, la République de Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, le Sénégal, l'Union des Comores et le Zimbabwe.**

Analyse : Certes le taux de réponse est au-dessus de la moitié des Etats membres de l'UPAP, mais il est relativement satisfaisant par rapport au nombre de réponses attendu.

Recommandation : Au regard de l'importance des informations et des données statistiques fiables pour l'élaboration des positions stratégiques et le processus de prise de décision, il est recommandé à tous les Etats membres de toujours répondre à temps utile aux questionnaires du Secrétariat général afin de lui permettre de répondre aux attentes et objectifs communs.

2) **Existence d'une régulation postale**

L'analyse des réponses à la question y relative a révélé les résultats suivants :



Résultat : Tous les Etats membres ayant répondu au questionnaire disposent d'un système de régulation postale, soit un taux de présence d'un système de la régulation postale de **100%** sur l'échantillon.

Analyse : Dans un contexte d'ouverture du marché postal, la mise en place d'une Autorité de régulation est une impérieuse nécessité afin de garantir la disponibilité, l'accessibilité et la qualité de service à toutes les populations. Ainsi, la présence d'une régulation postale dans la majorité des Etats membres constitue un résultat positif à consolider.

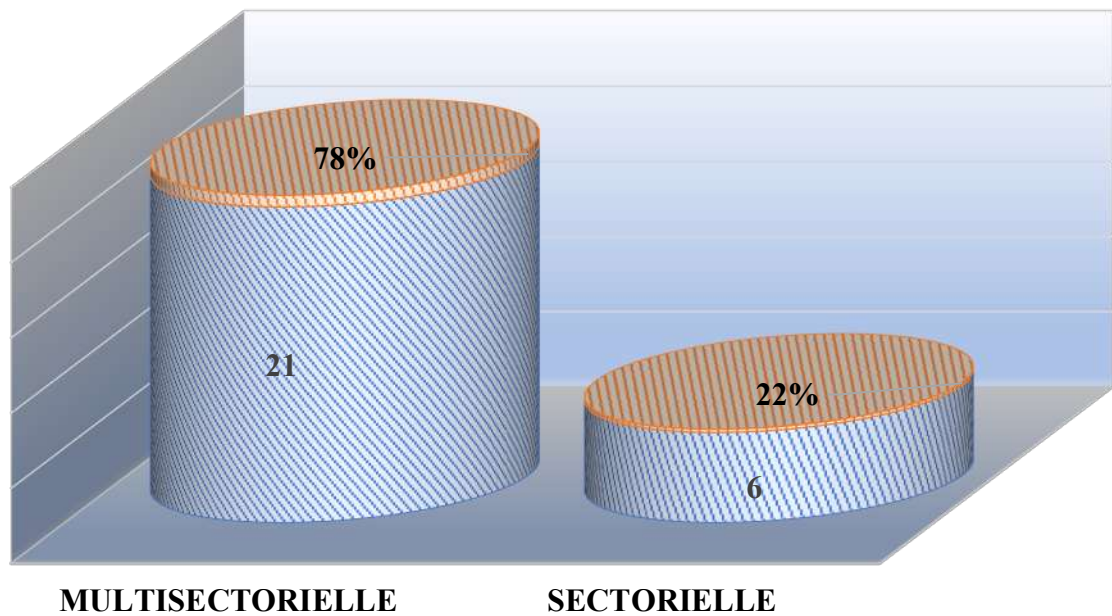
Recommandation : Sur la base de ce qui précède, il est recommandé aux Etats membres restants de mettre en place des autorités de régulation postale autonomes et indépendantes afin de dissocier leurs fonctions de celles des pouvoirs publics en matière de définition des politiques.

3) Du système de régulation postale (multisectoriel ou sectoriel ?)

L'analyse des réponses à cette question a révélé que de nombreux Etats membres disposent d'un système multisectoriel de régulation tandis que certains Etats membres ont opté pour la régulation sectorielle. Les résultats de l'analyse sont les suivants :

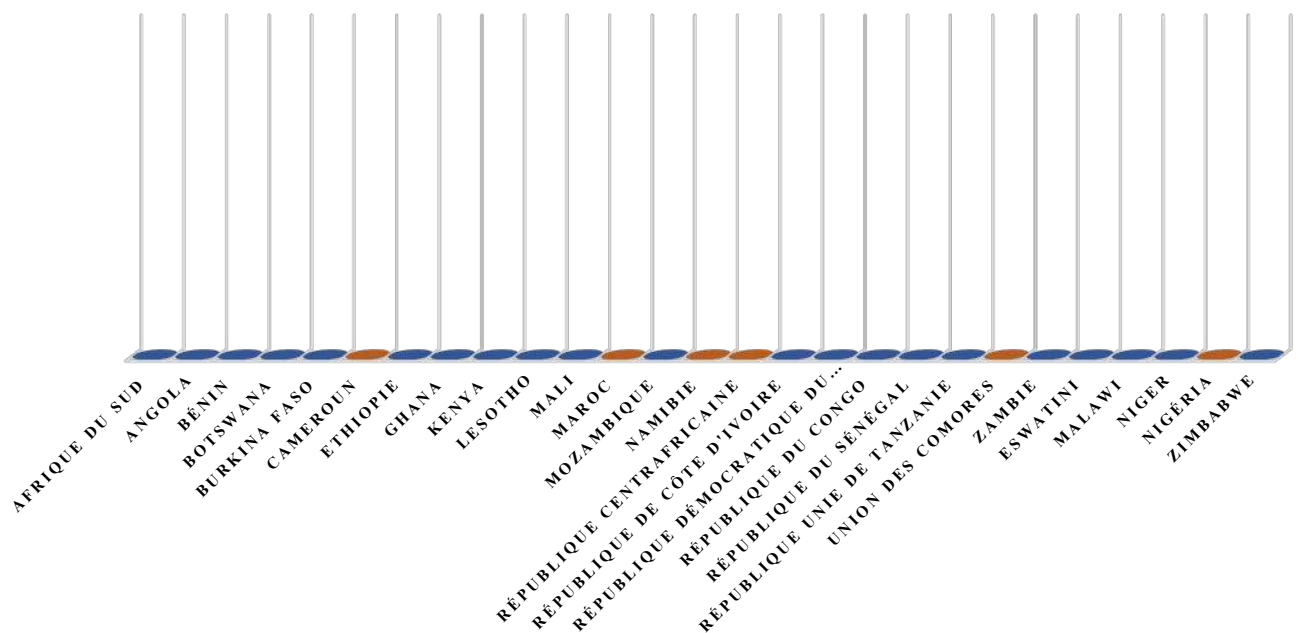
SYSTEME DE REGULATION POSTALE: RESULTATS AGREGES

■ NOMBRE ■ POURCENTAGE



SYSTEME DE REGULATION POSTALE: RESULTATS DETAILLES

■ MULTISECTORIELLE ■ SECTORIELLE



Résultat : Sur les **vingt-sept (27)** Etats membres ayant répondu au questionnaire, seuls **six (06)** Etats membres ont opté pour la régulation sectorielle tandis que **vingt et un (21)** autres, soit **78%** ont mis en place une régulation multisectorielle. Les **six (06)** Etats membres disposant d'une régulation postale sectorielle sont : **le Cameroun, la Namibie, le Maroc, la République Centrafricaine, l'Union des Comores et le Nigéria.**

Analyse : La régulation, indépendamment du secteur, obéit quasiment aux mêmes principes, techniques et méthodes de régulation. Ainsi, la mise en place d'un système de régulation multisectorielle présente de nombreux avantages qui sont entre autres : la mutualisation des moyens financiers, matériels et humains, la promotion du partage d'expérience et de connaissance, etc.

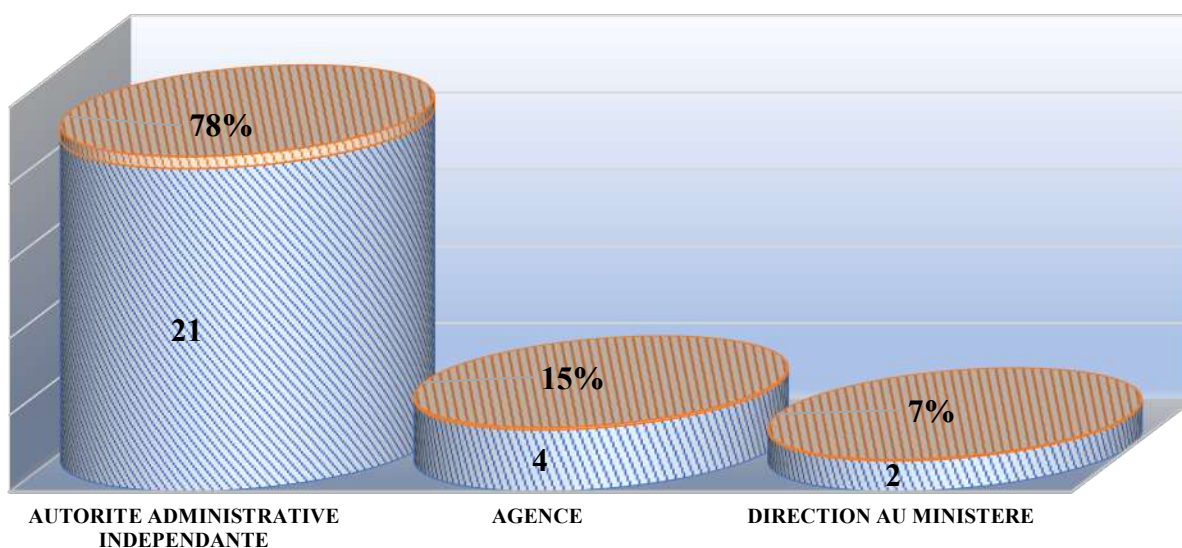
Recommandation : A la lumière de l'importance des avantages précités, il est recommandé aux Etats membres de l'UPAP de songer sérieusement à mettre en place des autorités de régulation multisectorielle chargées également de la régulation postale.

4) Du statut juridique des structures chargées de la régulation postale

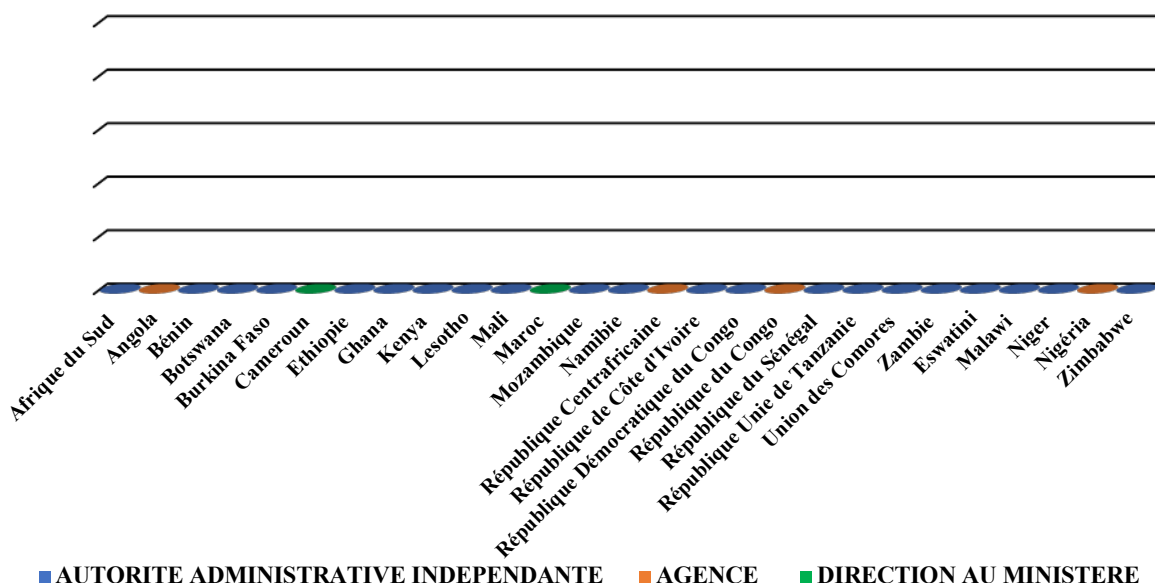
L'analyse des réponses à cette question a révélé que les structures chargées de la régulation postale disposent de statuts juridiques différents d'un Etat membre à un autre. En effet, les Autorités de régulation ont été créées avec le statut juridique d'Autorité administrative indépendante ou d'agence ou d'une direction au sein des ministères en charge des Postes. Ainsi, les résultats de l'analyse des réponses se présentent ainsi qu'il suit :

STATUT JURIDIQUE DE L'AUTORITE DE REGULATION POSTALE: RESULTS AGREGES

■ NOMBRE ■ POURCENTAGE



STATUT JURIDIQUE DE L'AUTORITE DE REGULATION POSTALE: RESULTATS DETAILLES



Résultat : La majorité des répondants, soit **vingt et un (21)** Etats membres, soit **78%** ont déclaré que la structure chargée de la régulation postale est instituée sous la forme d'une autorité administrative indépendante. **Six (06)** Etats membres, soit un pourcentage cumulé de **22%** disposent d'une autorité de régulation créée avec le statut juridique d'une agence ou d'une direction au sein des ministères en charge des Postes.

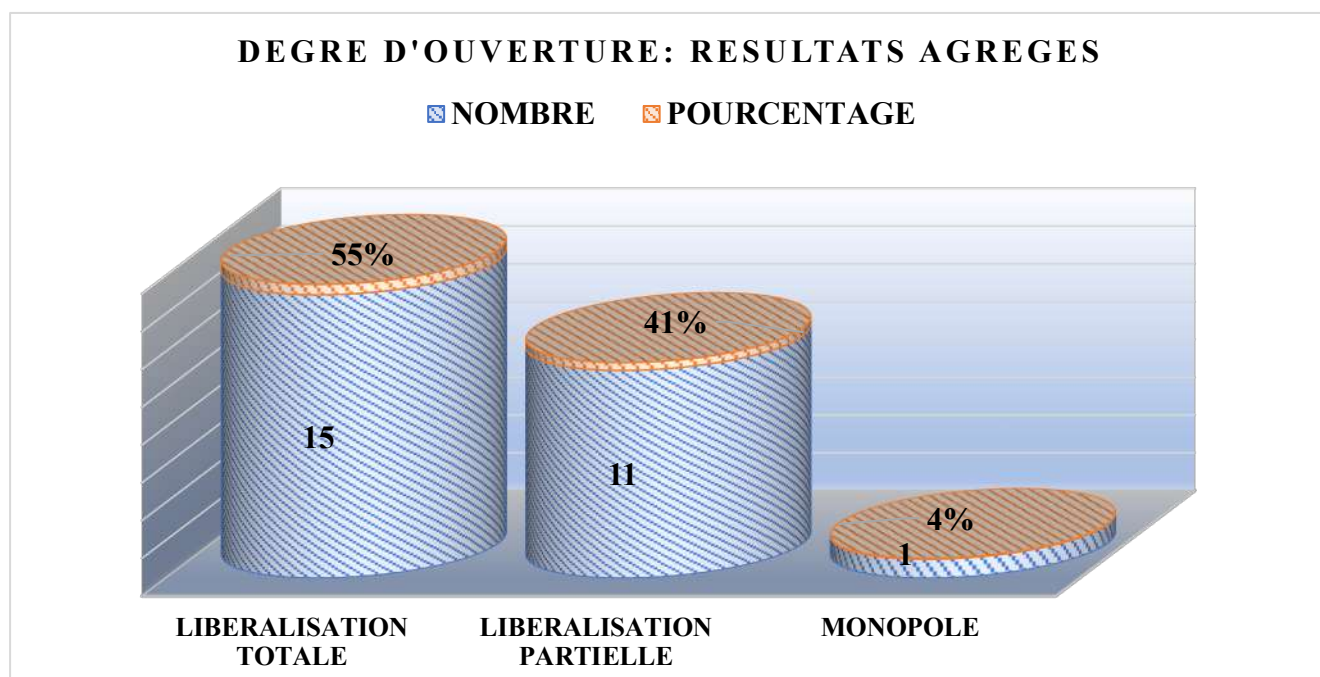
Sont constituées sous le statut juridique d'agence les autorités de régulation de l'**Angola, de la République centrafricaine et de la République du Congo et le Nigéria**. En revanche, les autorités de régulation postale du **Maroc et du Cameroun** sont des directions au sein des ministères en charge des Postes.

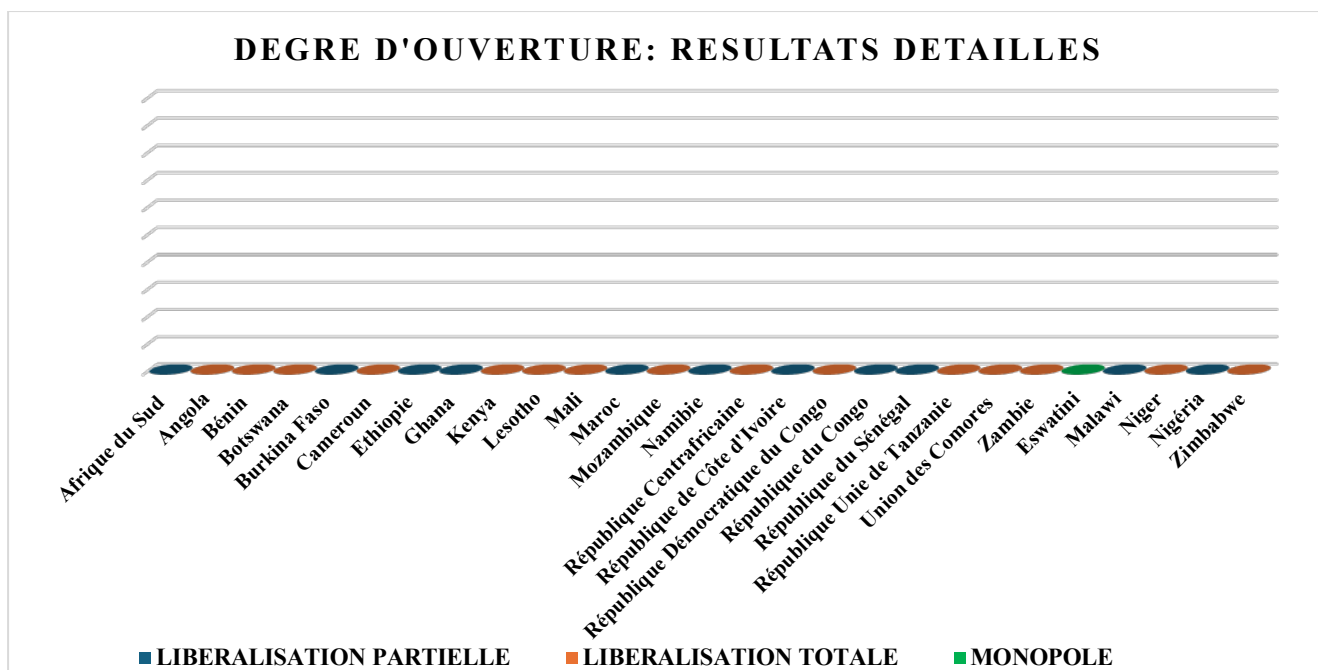
Analyse : Pour mener à bien sa mission de régulation, toute autorité de régulation a besoin de garanties dont les plus importantes sont : l'autonomie et l'indépendance. L'effectivité de cette autonomie et indépendance est entre autres tributaire du statut juridique et de l'ancrage institutionnel.

Recommandation : il est fortement recommandé aux Etats membres d'opter pour le statut juridique spécifique d'Autorité Administrative Indépendante pour minimiser au mieux les risques d'ingérence indues et garantir l'indépendance, l'autonomie et l'impartialité des autorités de régulations.

5) Du degré d'ouverture du marché postal

En réponse à la question de savoir si le marché postal national est totalement ou partiellement ouvert à la concurrence, l'analyse des réponses a permis de révéler que dans certains Etats membres, le marché postal est totalement ouvert tandis que dans d'autres il l'est partiellement. Les résultats se présentent comme suit :





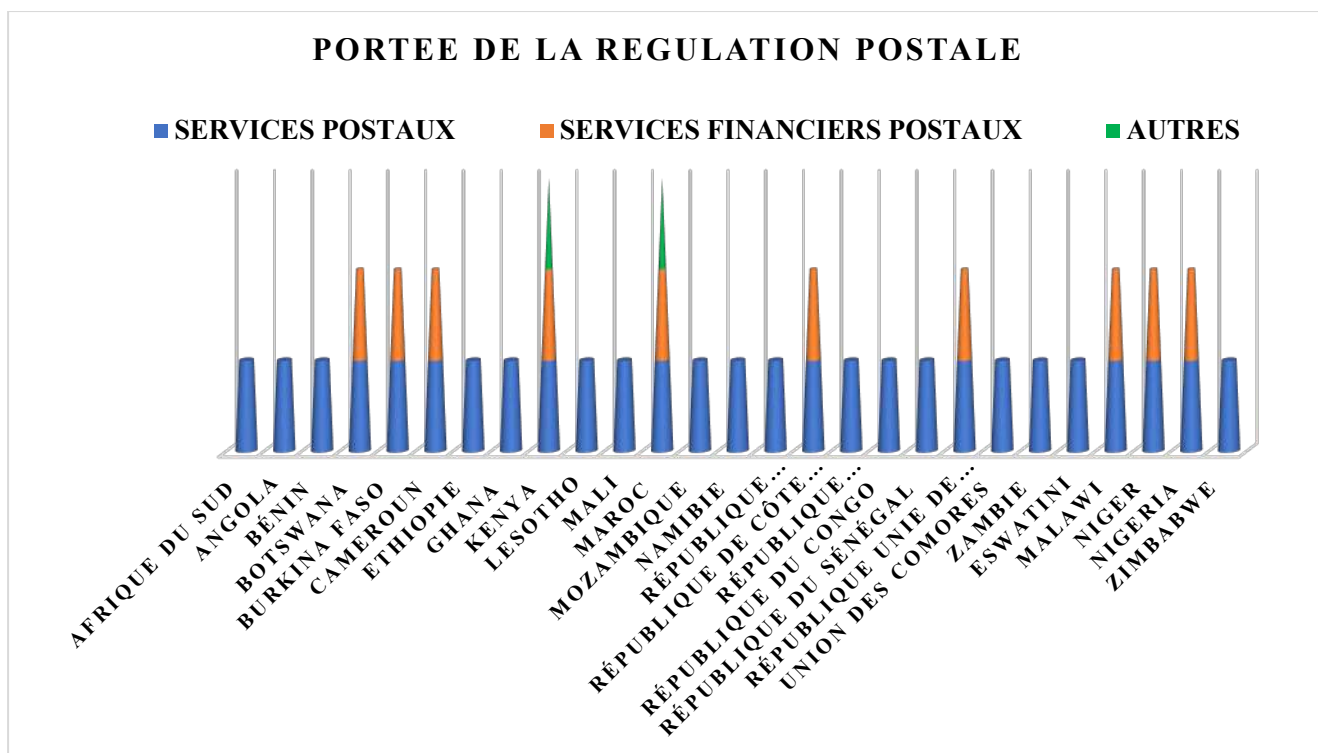
Résultats : Les résultats révèlent que **55%** des Etats membres ont opté pour une libéralisation totale tandis que **41%** ont ouvert partiellement le marché postal. Seul le secteur postal de l'Eswatini est resté sous monopole de l'opérateur postal public. Toutefois, certains Etats membres ont, en sus de consacrer la libéralisation totale, prévu des services réservés. Il s'agit du **Bénin, du Cameroun, du Botswana, du Kenya, du Lesotho, du Mozambique, de la République unie de Tanzanie, de la Zambie, du Mali et l'Union des Comores et le Niger**.

Analyse : La libéralisation totale permet de renforcer la compétitivité et des investissements dans le secteur postal et, par conséquent d'une plus grande satisfaction des consommateurs des services postaux.

Recommandation : En vue d'accroître la compétitivité et les investissements dans le secteur postal, il est recommandé d'ouvrir le secteur postal à un degré raisonnable. En contrepartie d'une ouverture totale, des mécanismes de sauvegarde devraient être mis en place pour substituer les services réservés afin d'assurer la compensation du coût net du service postal universel.

6) De la portée de la régulation postale

La portée de la régulation varie d'un Etat membre à un autre. Tandis que dans certains Etats, la régulation postale porte uniquement sur les services postaux, dans d'autres Etats membres, elle porte, en sus des services postaux, sur d'autres services notamment les services financiers. Les résultats de l'analyse des réponses à cette question sont :



Résultat : La régulation postale porte sur les services postaux dans tous les Etats membres ayant répondu au questionnaire. Par ailleurs, en sus des services postaux, elle porte sur les services financiers dans les Etats membres suivants : **le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, le Kenya, le Maroc, la République de Côte d'Ivoire et la République Unie de Tanzanie, le Malawi, le Niger et le Nigéria.**

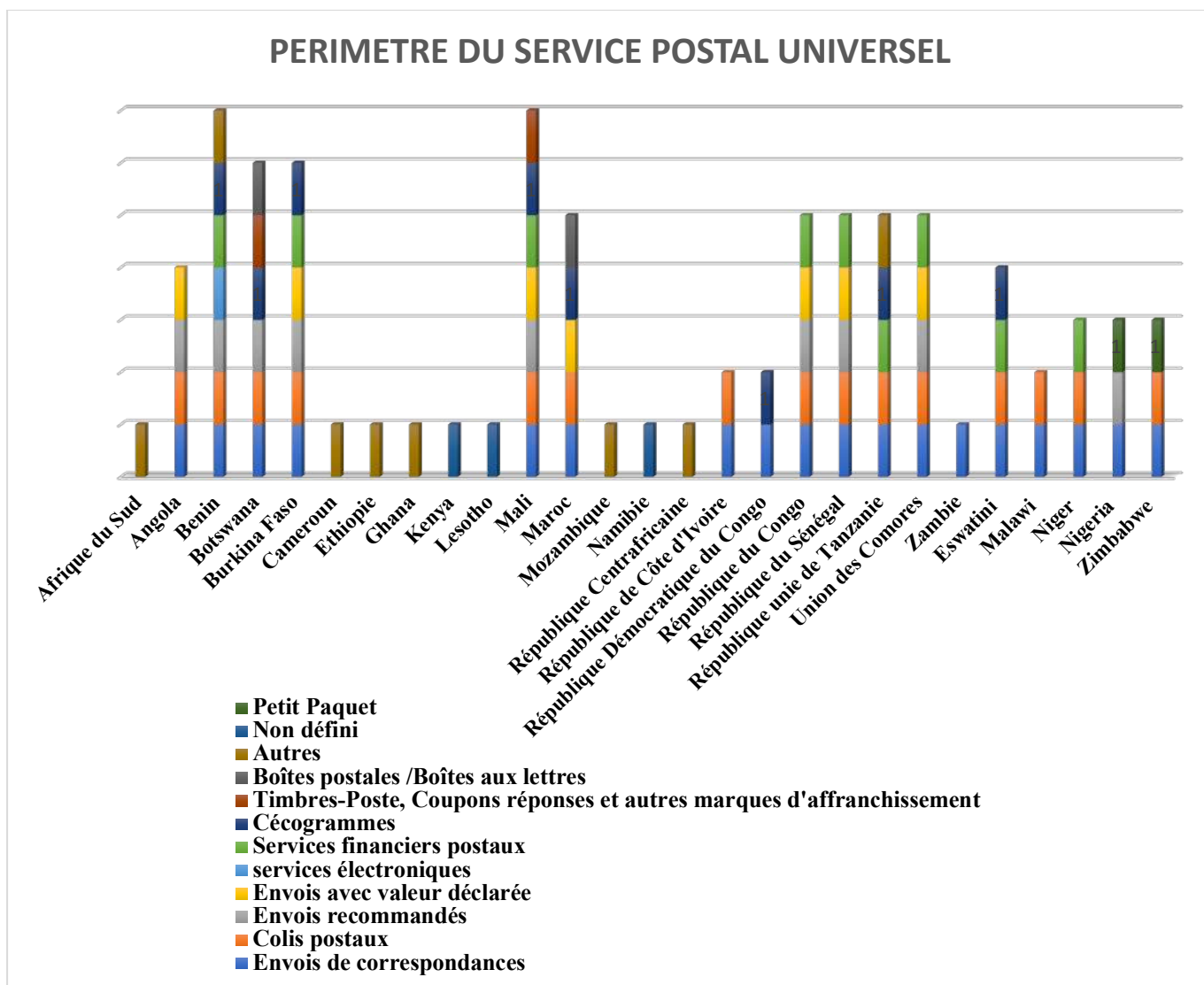
Toutefois, **au Kenya et au Maroc**, la régulation postale intègre, outre les services postaux et les services financiers postaux, d'autres services dont les opérations électroniques, le commerce électronique et les services financiers électroniques.

Analyse : La régulation postale a pour mission principale de veiller à l'application de la réglementation dans la fourniture des services postaux qui inclut les **trois (3)** dimensions : physiques, électroniques et financiers.

Recommandation : Il est recommandé aux Etats membres, qui ne l'ont pas encore fait, d'élargir la régulation postale aux services financiers postaux et aux services électroniques.

7) Du périmètre du service postal universel

Il s'est agi à travers le questionnaire de s'informer sur le contenu du service postal universel dans chaque Etat membre. Ainsi, le périmètre du service postal universel des Etats membres ayant répondu au questionnaire se présente comme suit :



Résultat : Le périmètre du service postal universel des Etats membres comprend majoritairement les envois de correspondance, de colis postaux, les envois recommandés, les envois avec valeur déclarée et les cécogrammes. En ce qui concerne les services électroniques, seul la **République du Bénin** a pris en compte les services électroniques dans son périmètre de service postal universel. Par ailleurs, **la République unie de Tanzanie** a, outre les services postaux traditionnels, prévu dans son périmètre du service postal universel d'autres services notamment les services de représentation financière (bureaux de change, agences de voyage, etc.) et le guichet unique des services administratifs. Toutefois, dans certains Etats membres, le périmètre du service postal n'est pas défini ou est en cours de définition. C'est le cas de **la Namibie, du Lesotho et du Kenya**.

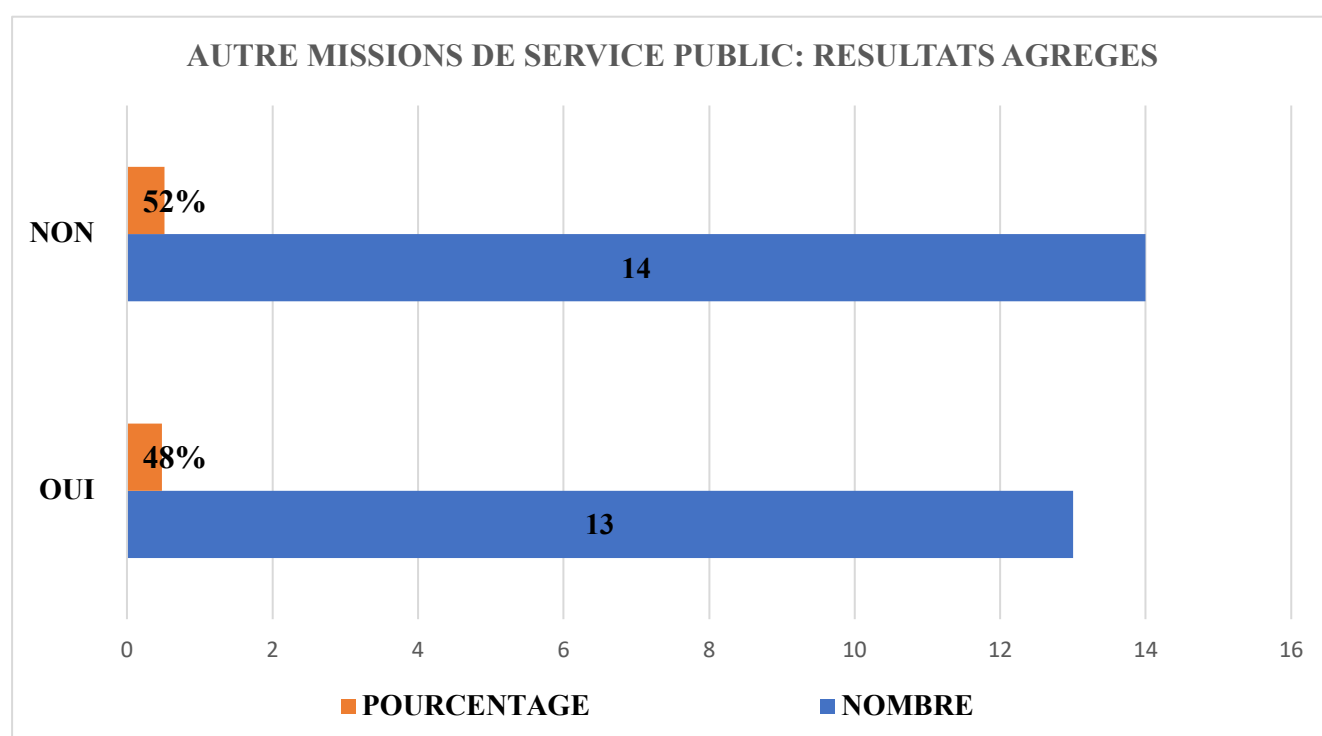
En effet **la Namibie et le Lesotho** qui appliquent actuellement les Actes de l'Union postale universelle (UPU) tandis que le cadre législatif du service postal universel est en cours d'élaboration au **Kenya**.

Analyse : Le contexte actuel, marqué par l'émergence des Technologies de l'Information et de la Communication (Tics) et la volonté généralisée de digitalisation des services ainsi que l'évolution des besoins des consommateurs des services postaux vers les produits digitaux, impose non seulement une actualisation du portefeuille des produits et services postaux mais aussi la prise en compte des nouveaux besoins des consommateurs induits par l'émergence des nouvelles technologies. Ainsi, le périmètre du service postal universel dans bon nombre d'Etats membres est devenu désuet au regard du contexte actuel.

Recommandation : A la lumière de ce qui précède, il convient de recommander aux Etats membres d'actualiser le périmètre du service postal universel et d'y inclure, autant que possible, les services électroniques et de faciliter la fourniture des services publics de base (santé, éducation, etc.)

8) Des autres(s) mission(s) de service public confiée (s) à l'opérateur désigné

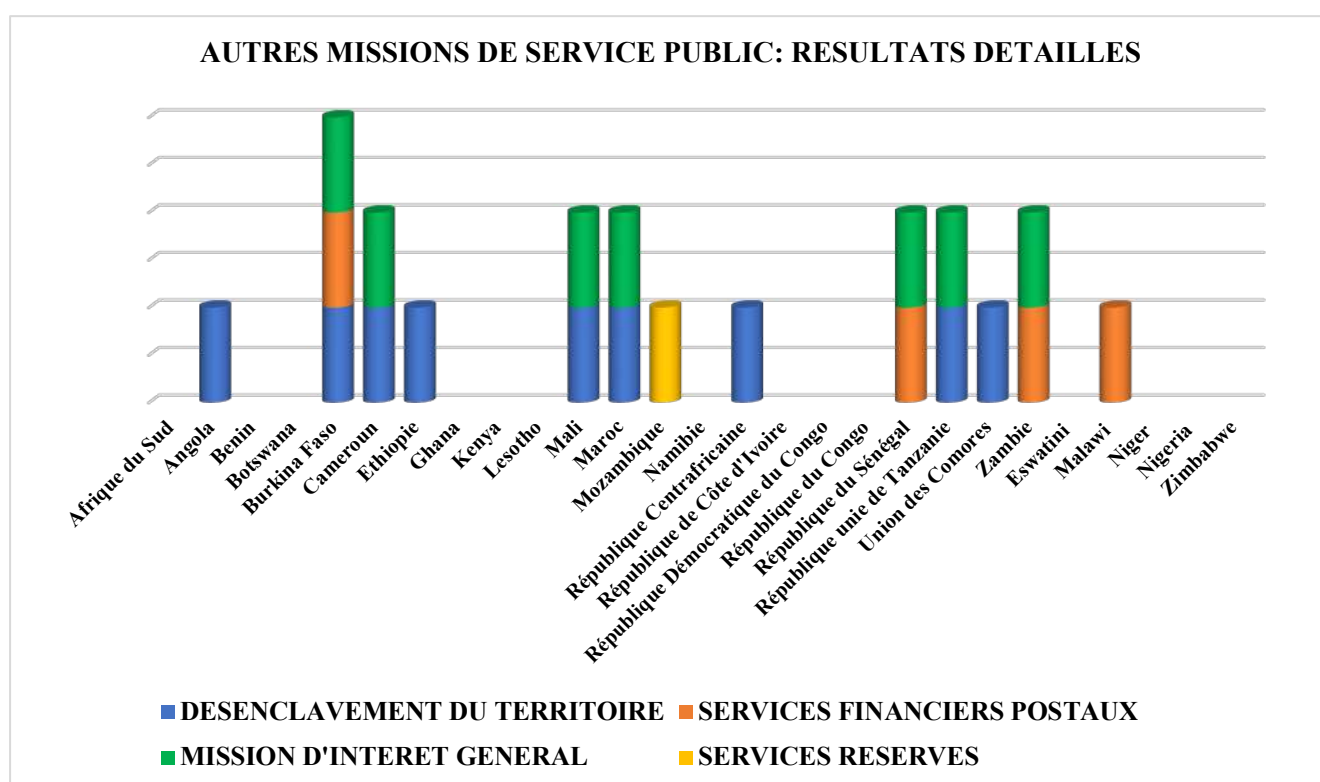
Cette question a consisté à savoir si, en sus du service postal universel, l'opérateur désigné dispose ou pas d'une ou plusieurs autre (s) mission (s) de service public. L'analyse des réponses a abouti aux résultats suivants :



Sur un nombre total de répondants de **vingt-sept (27)**, **treize (13)** opérateurs désignés accomplissent au moins une mission de service public autre que la fourniture du service postal

universel. En revanche, **quatorze (14)** opérateurs désignés, soit un taux de **52%** ont en charge exclusivement la fourniture du service postal universel.

Il s'agit de l'**Afrique du Sud**, du **Bénin**, du **Botswana**, du **Ghana**, du **Kenya**, du **Lesotho**, de la **Namibie**, de la **République de Côte d'Ivoire**, de la **République Démocratique du Congo** et de la **République du Congo**, l'**Eswatini**, le **Niger**, le **Nigeria** et le **Zimbabwe**. Ainsi, le détail des autres missions de service public confiées aux opérateurs désignés des Etats membres ayant répondu au questionnaire se répartissent ainsi qu'il suit :



Résultat : A l'exception du **Mozambique**, du **Sénégal**, du **Malawi** et de la **Zambie**, tous les autres opérateurs désignés des Etats membres ont, outre la fourniture du service postal universel, une mission de facilitation en matière de fourniture des services publics dans les zones reculées/enclavées du territoire. Ils accomplissent aussi des missions d'intérêt général notamment : le service express de livraison d'échantillons biologiques en Tanzanie, les missions en matière de défense et de sécurité nationale au Mali, la distribution des aides financières aux démunis, les services et bourses rendus aux étudiants, la distribution des documents administratifs et la gestion des réclamations sur infractions routières au Maroc.

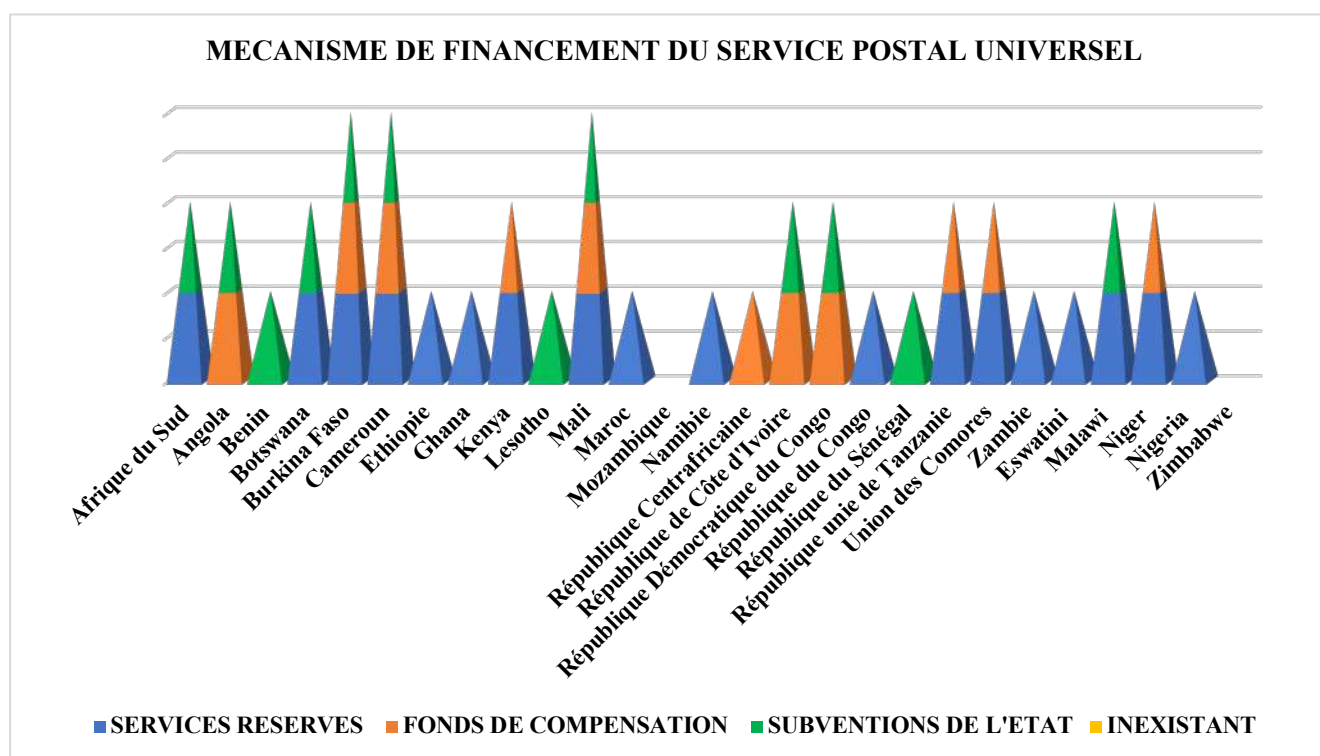
Analyse : Force est de constater que, outre la fourniture du service postal universel, de nombreux opérateurs désignés assurent d'autres missions de service public notamment la facilitation en matière de fourniture des services publics dans les zones reculées/enclavées du territoire. Ce qui consiste à assurer une présence postale effective à travers les territoires des

Etats membres. Toute chose qui engendre des coûts supplémentaires et distincts de ceux résultant de la fourniture du service postal universel.

Recommandation : il est recommandé aux Etats membres de prévoir des mesures d'accompagnement des opérateurs désignés dans la réalisation des missions de service public autres que le service postal universel, pour lequel il est prévu un ou plusieurs mécanisme (s) de compensation. Ces mesures d'accompagnement pourraient consister, sans s'y limiter, à des subventions ou la mise en place d'un fonds dédié.

9) Des mécanismes de compensation du coût du SPU

Plusieurs mécanismes de compensation sont mis en place par les Etats membres pour supporter les charges supplémentaires engendrées par la fourniture du service postal universel. Ainsi, les réponses fournies à cette question visent à nous permettre de nous informer sur lesdits mécanismes. Les résultats de l'analyse sont les suivants :



Résultat : A l'exception du **Mozambique et du Zimbabwe**, tous les autres Etats membres disposent au moins de l'un des mécanismes suivants de compensation du coût du service postal universel : les services réservés, le fonds de compensation ou des subventions de l'Etat. Toutefois, tandis que **le Burkina Faso, le Cameroun et le Mali** ont mis en place tous les trois (03)

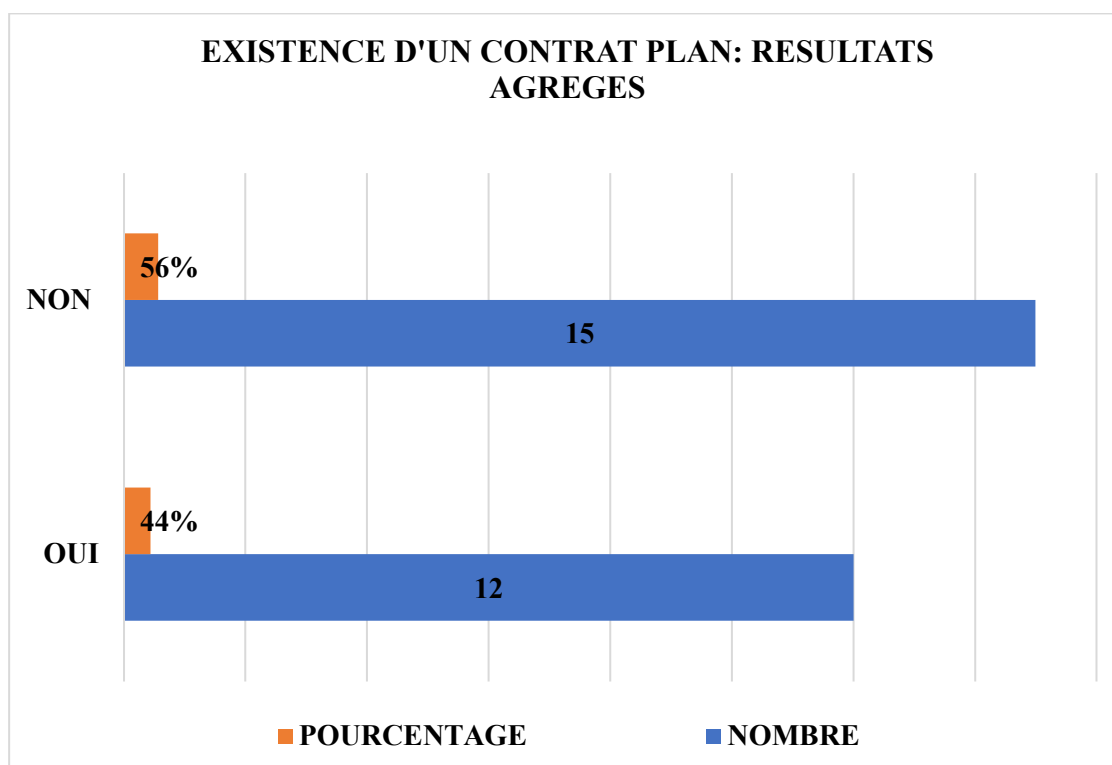
mécanismes de compensation des charges inéquitables du service postal universel, d'autres Etats membres utilisent **deux (02)** des **trois (03)** mécanismes de compensation jusque-là usités. Il s'agit de **l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Kenya, la République de Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, l'Union des Comores, le Malawi, le Niger et la Zambie.**

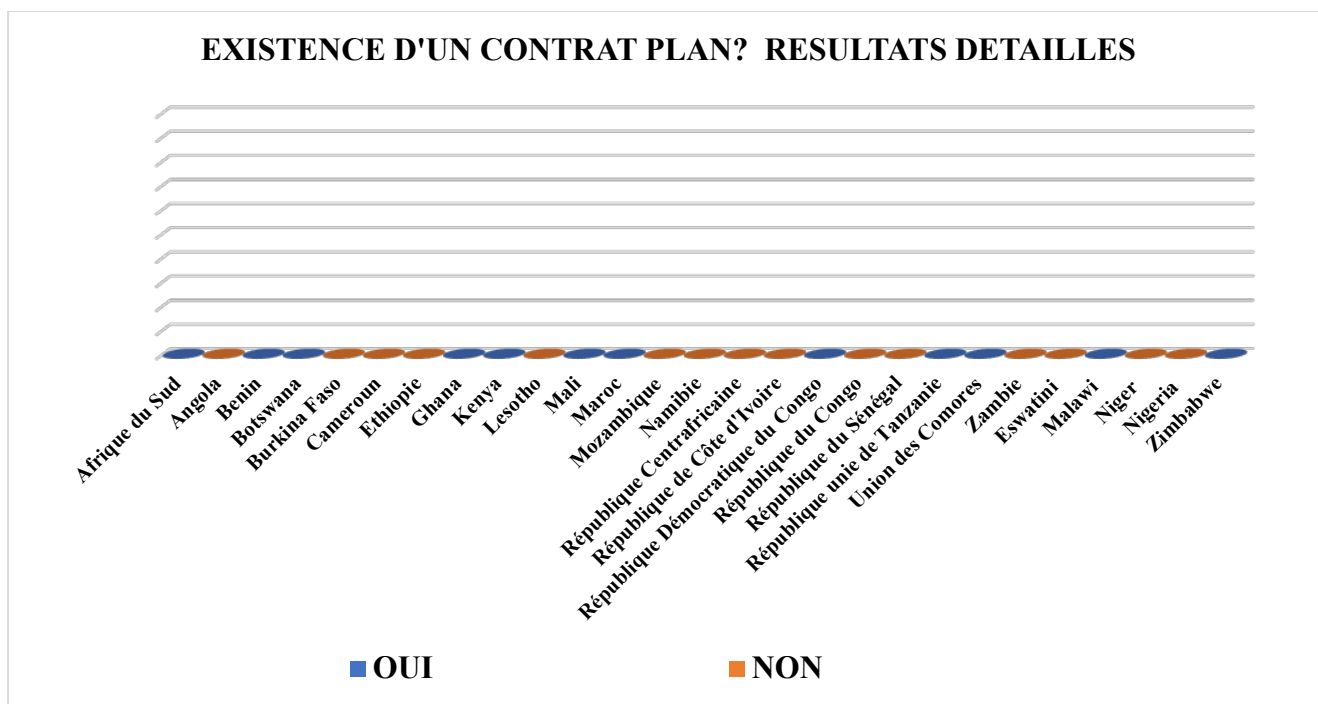
Analyse : Défini comme des services de qualité offerts de façon permanente à des coûts abordables à toutes les populations, la fourniture du service postal universel engendre un manque à gagner (charges inéquitables) pour les opérateurs désignés. Il s'avère alors nécessaire de compenser le coût net induit afin de garantir la continuité de la fourniture effective du service postal universel.

Recommandation : il est recommandé aux Etats membres de prévoir voire de diversifier les mécanismes de compensation des surcoûts du service postal universel.

10) De l'existence d'un contrat plan entre l'Etat/le gouvernement et l'opérateur désigné

Il s'est agi pour cette question de s'informer sur l'existence ou pas d'engagements contractuels des Etats membres vis-à-vis des opérateurs désignés afin d'accompagner la réalisation des missions de service public. Les réponses collectées ont produit les résultats suivants :





Résultat : Sur un nombre total de répondants de **vingt-sept (27)**, seuls **douze (12)** Etats membres disposent d'un contrat plan signé entre l'Etat et les opérateurs désignés contre **quinze (15)**, soit **56%** n'en ont pas. Toutefois, le contrat plan est en cours d'élaboration ou de renouvellement au **Burkina Faso, au Cameroun et en République de Côte d'Ivoire**.

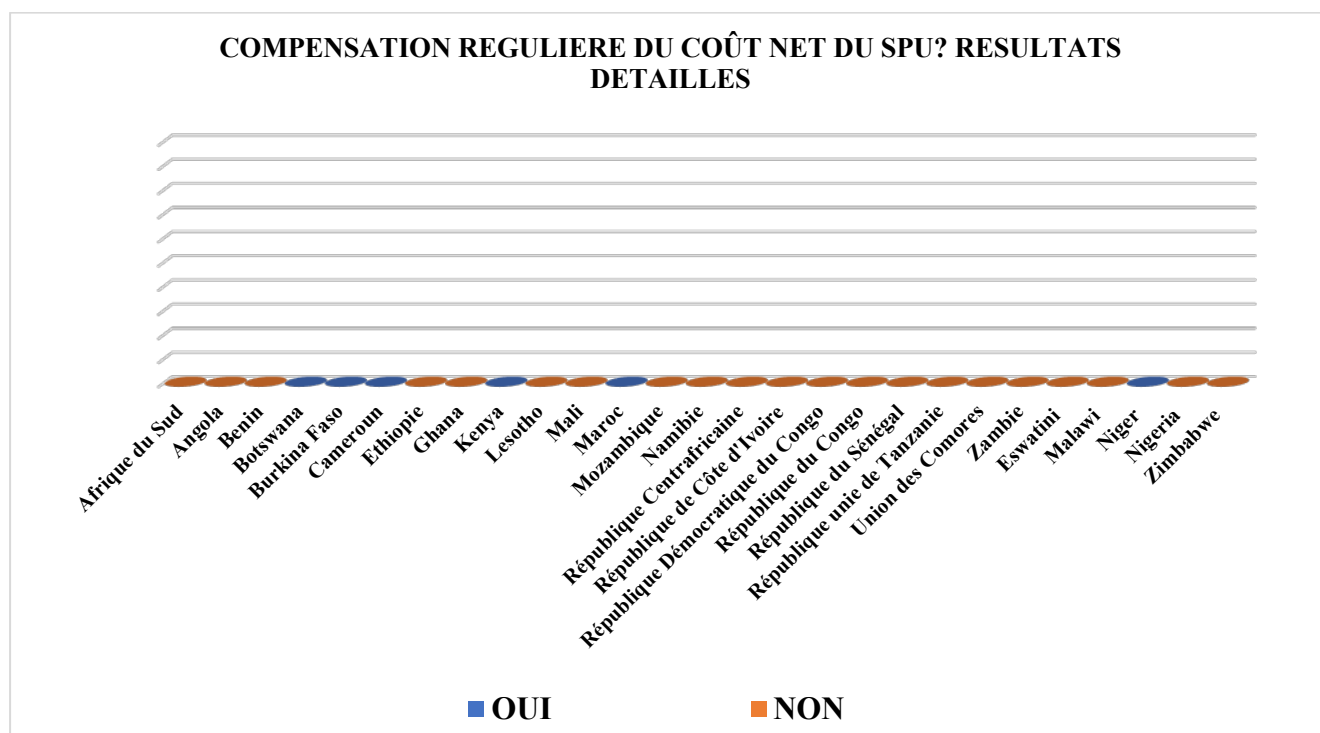
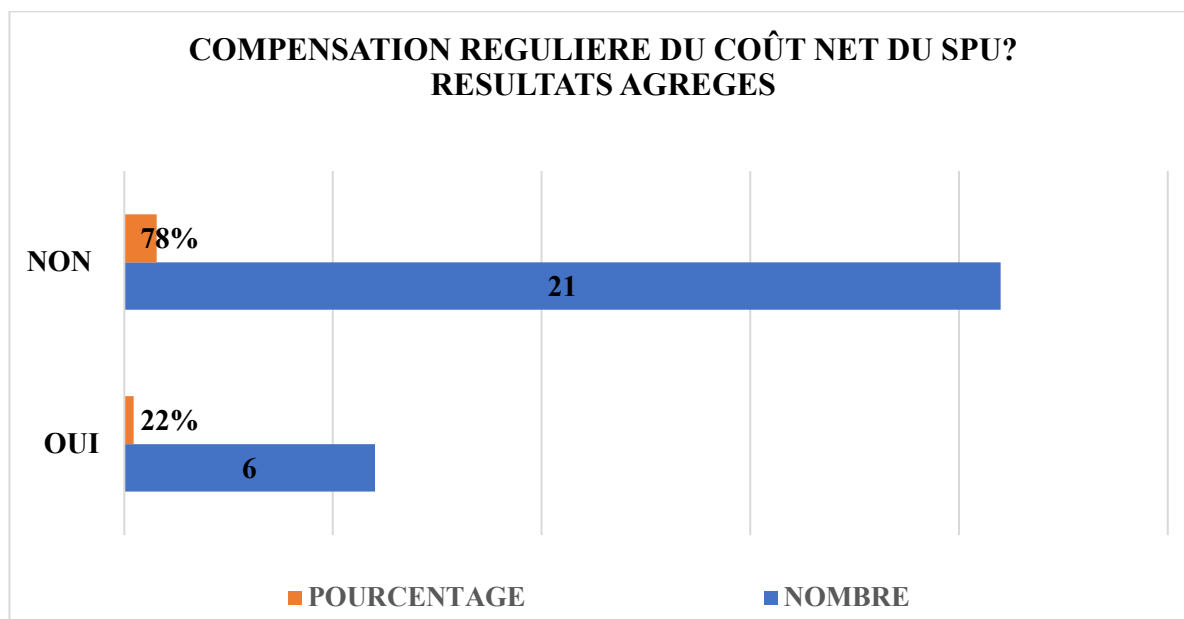
Analyse : le contrat plan est l'un des moyens importants d'accompagnement des opérateurs désignés dans l'accomplissement des missions de service public à eux confiées. En effet, il permet de consacrer les engagements pris et de définir les contributions de l'Etat à la réalisation des missions de service public. Les contributions de l'Etat peuvent prendre la forme de subventions, de renonciation aux dividendes, de défiscalisation sur les achats, etc.

Recommandations : Les recommandations suivantes peuvent être formulées à l'attention des Etats membres :

- Renouveler les contrats plan expirés ;
- Pour les Etats membres qui n'en disposent pas, négocier et signer un contrat plan entre l'Etat et les opérateurs désignés.

11) De la compensation régulière du coût du service postal universel

Cette question visait à requérir des Etats membres des réponses relatives à l'existence et à la régularité de la compensation du coût net du service postal universel. Autrement dit, il s'est agi de savoir si le coût du service postal universel est, d'année en d'année ou dès le dépôt de la facture ou encore dès la détermination du coût net, payé effectivement à l'opérateur désigné. L'analyse des réponses données a abouti aux résultats ci-après :



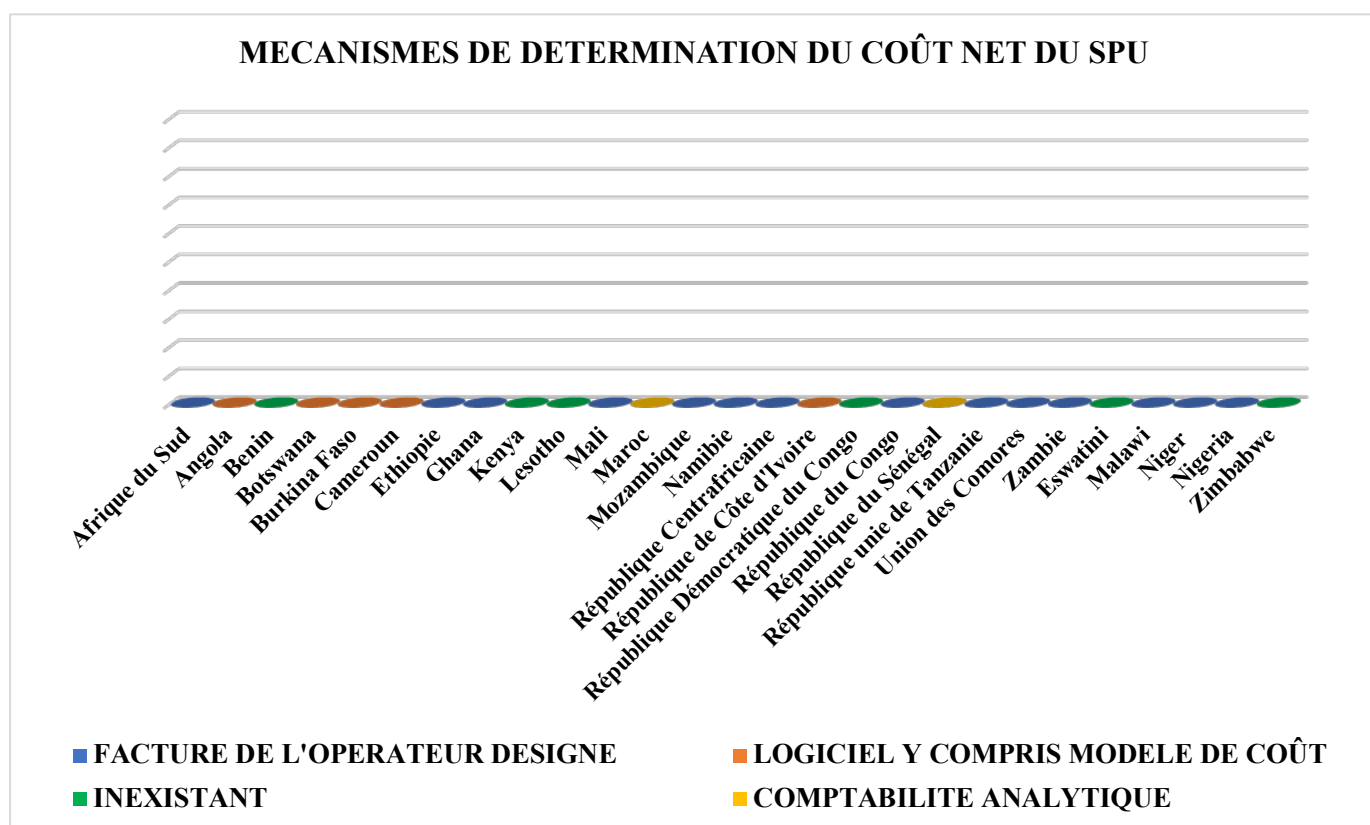
Résultat: Vingt-sept (27) Etats membres, soit 78% des répondants ne compensent pas régulièrement le coût net du service postal universel. En revanche, seulement dans six (06), soit 22% des Etats membres ayant répondu au questionnaire, le coût net du service postal universel est régulièrement compensé.

Analyse : le défaut de compensation régulière des charges excessives engendrées par la fourniture du service postal universel entraîne des pertes financières considérables susceptibles de compromettre la viabilité des opérateurs postaux et du service postal universel

Recommandation : Il est recommandé aux Etats membre de compenser régulièrement à juste prix le coût net du service postal universel afin de garantir la viabilité des opérateurs postaux et la continuité dans la fourniture du service.

12) Mécanismes de détermination du coût net du SPU

Cette question visait à s'informer sur les dispositifs existant dans les Etats membres pour la détermination du coût net du service postal universel. Ainsi, les résultats de l'analyse des réponses reçues sont :



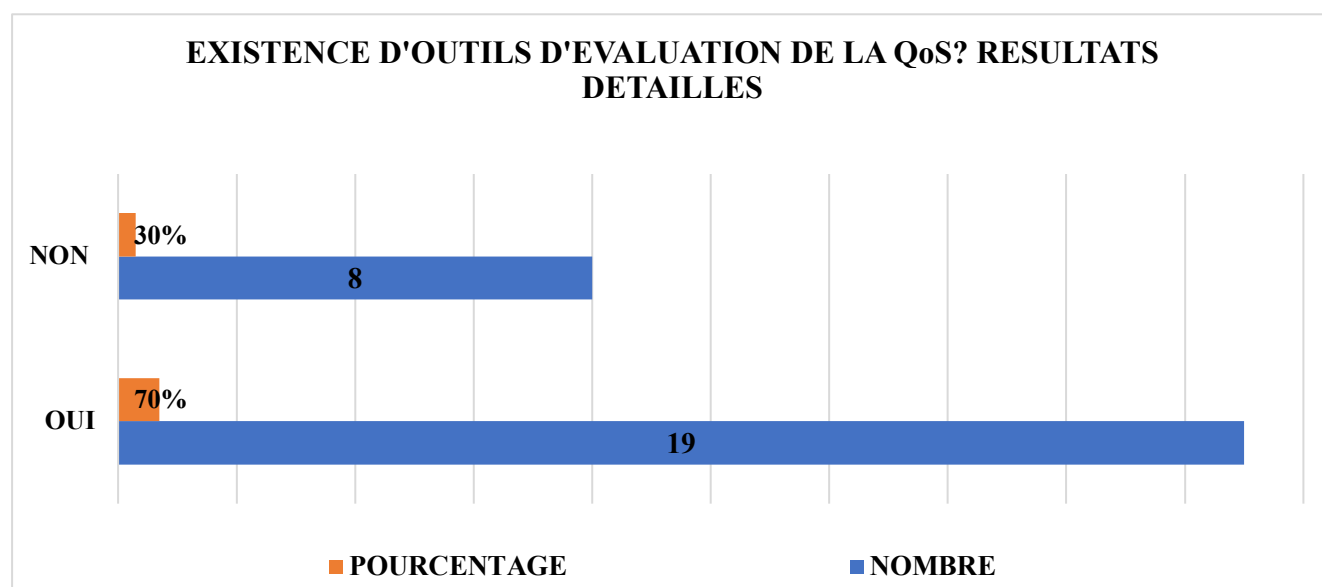
Résultat : A l'exception du **Bénin, de la République Démocratique du Congo, du Kenya, de l'Eswatini, le Zimbabwe et du Lesotho**, tous les Etats membres ont mis en place un mécanisme de détermination du coût net du service postal universel. A cet effet, seuls le **Maroc et la République du Sénégal** utilisent la comptabilité analytique pour déterminer le coût des charges inévitables engendré par la fourniture du service postal universel. Quant aux autres Etats membres, ils recourent à un modèle de calcul de coût et/ou à la facture de l'opérateur désigné.

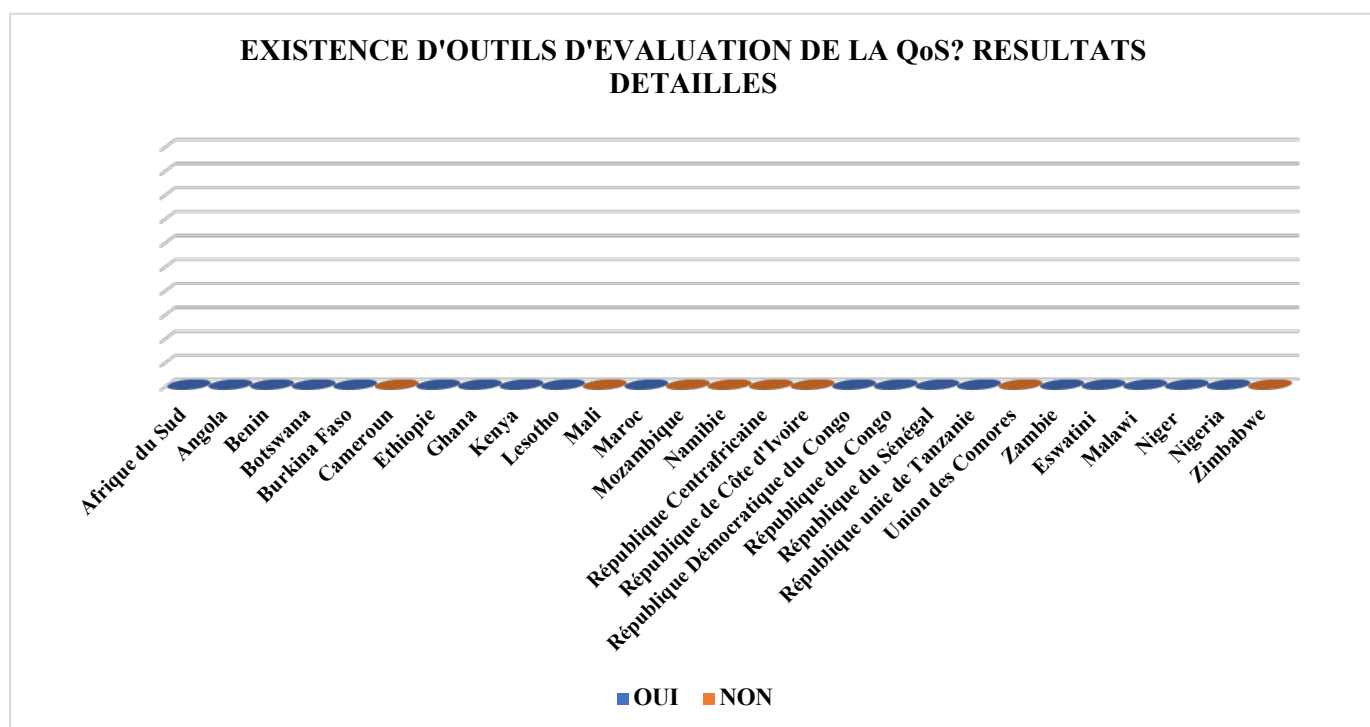
Analyse : La détermination du coût net réel est un préalable indispensable à la compensation à juste prix du coût net du service postal universel. Pour ce faire, les opérateurs et les régulateurs postaux doivent mettre en place la comptabilité analytique.

Recommandation : Le Secrétariat général de l'UPAP encourage fortement les Etats membres à mettre en place la comptabilité analytique afin de calculer le coût réel du service postal, notamment celui du service universel (SPU).

13) Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service

Il s'est agi à travers cette question de s'informer à travers les réponses à la question y relative sur l'existence ou pas d'outils à même de permettre aux régulateurs postaux d'évaluer la qualité de service des opérateurs postaux. Les réponses ont permis de conclure comme suit :





Résultats : Seuls **huit (08)** Etats membres, soit **30%** des répondants ne disposent pas d'outils d'évaluation de la qualité de service. Il s'agit du **Cameroun, du Mali, du Mozambique, de la Namibie, de la République Centrafricaine, de la République de Côte d'Ivoire, du Zimbabwe et de l'Union des Comores**. En revanche, **dix-neuf (19)** Etats membres, soit **70%** ont mis en place des outils d'évaluation de la qualité de service de l'opérateur désigné et/ou des opérateurs postaux privés.

Analyses : l'une des missions principales de l'autorité de régulation est veiller à la satisfaction des consommateurs de services postaux en effectuant régulièrement des missions d'évaluation de la qualité de service. A cet effet, ils devront disposer des outils adéquats d'évaluation de la qualité de service.

Recommandation : Il est recommandé aux Etats membres en l'occurrence les autorités de régulation de se doter des outils d'évaluation de la qualité de service.

14) A votre avis, quels sont les défis majeurs du secteur postal ?

Les défis majeurs soulevés par les Etats membres ayant répondu au questionnaire sur la régulation postale en Afrique sont les suivants :

- i. assurer une concurrence saine et loyale ;
- ii. compenser à juste prix le coût net du service postal universel ;
- iii. réformer et harmoniser le cadre juridique de la régulation postale en Afrique pour prendre en compte les services postaux innovants ;
- iv. renforcer la satisfaction et la protection des consommateurs de services postaux ;
- v. renforcer les capacités des régulateurs notamment dans les nouveaux métiers induits par l'émergence des nouvelles technologies ;
- vi. mettre en place un cadre institutionnel harmonisé de régulation postale en Afrique ;
- vii. renforcer la collaboration inter régulateurs ;
- viii. renforcer la collaboration entre les acteurs du secteur postal aux niveaux national et international ;
- ix. susciter l'accroissement des investissements dans le secteur postal ;
- x. renforcer le rôle et la place du secteur postal dans le développement socio-économique des Etats membres de l'UPAP par notamment le renforcement de la prise en compte du secteur postal dans les politiques et priorités gouvernementales ;
- xi. assurer une régulation effective du commerce électronique et des services financiers digitaux ;
- xii. réduire l'empreinte écologique des activités postales.

15) Vos recommandations pour une régulation postale plus efficace en Afrique ?

Les Etats membres ont formulé les recommandations ci-après pour relever les défis visés supra :

| N° | DEFIS DU SECTEUR POSTAL AFRICAIN | RECOMMANDATIONS | RESPONSABLES |
|----|--|--|--|
| 1. | Assurer une concurrence saine et loyale | - Lutter contre l'exercice illégal des activités postales | - Régulateurs postaux |
| 2. | Compenser à juste prix le coût net du service postal universel | - Mettre en place la comptabilité analytique | - Opérateurs postaux - Régulateurs postaux |
| | | - Diversifier et adapter les mécanismes de financement du Service Postal Universel (SPU) | - Gouvernements |
| | | - Obliger les services de messagerie privés à contribuer au financement Obligations de Service Universel (OSU) | - Gouvernements - Régulateurs postaux |
| 3. | Réformer et harmoniser le cadre juridique de la régulation postale en Afrique pour prendre en compte les services postaux innovants; | - Relire et adopter la directive postale africaine | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| | | - Redéfinir le service postal | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| | | - Distinguer clairement le service postal, du service de livraison et du service logistique | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| | | - Définir des normes de qualité de service | - Secrétariat général de l'UPAP |

| | | | |
|----|--|---|--|
| | | | - Etats membres |
| | | - Uniformiser la portée de la régulation postale en prenant en compte notamment les services postaux et les services financiers postaux | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| | | - Redéfinir le contenu du SPU, sa portée et ses obligations | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| | | - Renforcer le pouvoir réglementaire des régulateurs postaux | - Gouvernements |
| | | - Harmoniser les procédures de régulation postale | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| | | - Elaborer des textes réglementaires harmonisés et suivre leur mise en œuvre | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| | | - Formuler des politiques de régulation postale | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| 4. | Renforcer la satisfaction et la protection des consommateurs de services postaux | - Mettre en place de dispositifs de réception des plaintes et de suivi des délais de traitement des plaintes | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |
| | | - Mettre en place des outils d'évaluation de la qualité de service, de contrôle du respect des obligations | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |

| | | | |
|----|--|---|--|
| | | - Renforcer les contrôles des obligations des opérateurs postaux | - Régulateurs postaux |
| 5. | Renforcer les capacités des régulateurs notamment dans les nouveaux métiers induits par l'émergence des nouvelles technologies | - Organiser des sessions de renforcement des capacités pour les opérateurs et les régulateurs postaux | - Secrétariat général de l'UPAP |
| 6. | Mettre en place un cadre institutionnel harmonisé de régulation postale en Afrique ; | - Renforcer l'indépendance et l'autonomie des régulateurs postaux | - Gouvernements |
| | | - Mutualisation des infrastructures et autres ressources nécessaires à la régulation postale | - Gouvernements - Régulateurs postaux |
| 7. | Renforcer la collaboration inter régulateurs | - Mettre en place un point focal par pays pour le suivi évaluation des activités de régulation postale | - Secrétariat général de l'UPAP - Régulateurs postaux |
| | | - Elaborer une feuille de route pour les points focaux | - Secrétariat général de l'UPAP - Régulateurs postaux |
| | | - Mettre en place une association africaine des régulateurs postaux | - Secrétariat général de l'UPAP - Régulateurs postaux |
| | | - Renforcer la coopération régionale | - Secrétariat général de l'UPAP |
| | | - Renforcer la collaboration et la coopération entre les organisations régionales et internationales, notamment l'UPU, UPAP et les Unions restreintes | - Secrétariat général de l'UPAP |

| | | | |
|-----|--|--|--|
| | | | |
| 8. | Renforcer la collaboration entre les acteurs du secteur postal aux niveaux national et international | - Renforcer la collaboration entre l'UPAP et l'UPU | - Secrétariat général de l'UPAP |
| | | - Créer des cadres de concertation périodique au niveau national | - Régulateurs postaux - Gouvernements - Opérateurs postaux |
| 9. | Susciter l'accroissement des investissements dans le secteur postal ; | - Réduire les barrières à l'entrée du secteur postal | - Gouvernements |
| | | - Mettre en place une fiscalité attrayante | - Gouvernements |
| 10. | Renforcer le rôle et la place du secteur postal dans le développement socio-économique des Etats membres de l'UPAP par notamment le renforcement de la prise en compte du secteur postal dans les politiques et priorités gouvernementales | - Faire un plaidoyer pour prendre en compte le secteur postal parmi les priorités des Etats membres | - Secrétariat général de l'UPAP |
| | | - Mettre des ressources financières adéquates à la disposition des régulateurs postaux | - Gouvernements |
| | | - Renforcer le rôle des pouvoirs publics dans la redynamisation du secteur postal | - Gouvernements |
| | | - Signer des contrats plans entre les opérateurs postaux et les Etats membres | - Gouvernements - Opérateurs postaux |
| 11. | Assurer une régulation effective du commerce électronique et des services financiers digitaux | - Mettre en place la Co régulation entre les régulateurs postaux et les autres parties intéressées pertinentes | - Régulateurs postaux |
| 12. | Réduire l'empreinte écologique des activités postales | - Mettre en place un groupe de travail sur le développement durable | - Secrétariat général de l'UPAP - Etats membres |

ANNEXE 1 : FICHES SYNTHÉTIQUES DES RESPONSES DES ETATS MEMBRES

| | |
|---|---|
| Pays : | AFRIQUE DU SUD |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | INDEPENDENT COMMUNICATIONS AUTHORITY OF SOUTH AFRICA |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation ; Stratégie nationale de la régulation postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Services de base des lettres à un tarif réglementé uniforme prescrit par l'Autorité aux zones mal desservies identifiées et dont la liste est publiée en Annexe de la licence; - Fournir ou déployer des points de vente au détail où les clients peuvent être servis en tenant compte de la taille de la population et des volumes de courrier dans ces zones; - Fournir des points accessibles de collecte du courrier; - Déployer des points de distribution (adresses physiques, rue/virtuelles et/ou boîtes postales). - Maintenir une norme de performance de service requise, comme convenu avec l'Autorité. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés ; Subventions de l'Etat |
| Périmètre des services postaux réservés | <p>- toutes les lettres, cartes postales, imprimés, petits paquets et autres envois postaux soumis aux limites de masse ou de dimensions fixées ≤ à un (01) kilogramme inclus ou à des dimensions permettant de les faire entrer dans une boîte rectangulaire ayant les dimensions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • longueur 458 mm, • largeur 324 mm, • épaisseur 100 mm. |

| | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Les cylindres d'une longueur maximale de 458 mm et d'une épaisseur maximale de 100 mm ou d'une masse \leq à un (01) kilogramme sont considérés comme des lettres; - l'émission de timbres-poste ; - la mise à disposition de boîtes de collecte et d'adresses en bordure de route. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Autorisation/Licence ; - Certificat d'immatriculation pour les services postaux non réservés. |
| Portée de l'Autorisation/licence | National et sous régional International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Redéfinir le service postal en tenant compte de nouveaux modèles d'entreprise et du cadre de régulation; - Redéfinir le contenu du service postal universel; - Mettre en place un modèle d'évaluation financière des obligations de service universel; - Disposer de mécanisme de financement du service postal universel; - Veiller au respect de la réglementation des activités postales; - Réguler le commerce électronique. |
| Recommandations pour une régulation postale effective | Mettre des ressources financières adéquates à la disposition des régulateurs postaux. |

| | |
|---|---------------------------|
| Pays : | ANGOLA |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | CORREIOS de ANGOLA |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Agence |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Stratégie nationale de développement du secteur postal |
| Portée de la régulation postale | Services postaux uniquement |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Envois de correspondances, de livres, de catalogues, de journaux et autres bulletins d'information ayant un poids ≤ à deux (02) kg ; - Colis postaux d'un poids ≤ à dix (10) kg ; - Colis postaux en provenance de pays de l'UE d'un poids ≤ à vingt (20) kg ; - Envois recommandés et envois avec valeur déclarée. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Désenclavement du territoire |
| Mécanisme(s) de compensation du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Fonds de compensation ; - Subventions de l'Etat |
| Périmètre des services postaux réservés | Toutes les personnes physiques et morales ont droit aux services postaux à usage public offerts par la poste angolaise. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Logiciel |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Concession |
| Portée de l'Autorisation/licence | International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | Assurer la transformation digitale des Postes ; |
| Recommandations pour une régulation postale effective | Elaborer des textes réglementaires harmonisés et suivre leur mise en œuvre |

| | |
|---|--|
| Pays : | BOTSWANA |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | BOTSWANA COMMUNICATIONS AUTHORITY |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux ; Services financiers. |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Envois de correspondance nationaux et transfrontaliers d'un poids ≤ à cent (100) grammes et de colis postaux à distribuer par l'intermédiaire d'une boîte postale ; - Colis postaux nationaux et transfrontaliers d'un poids ≤ à vingt (20) kilogrammes ; - Mandats postaux conformément aux Actes de l'UPU ; - Envois postaux recommandés et les envois postaux assurés ; - Installation de boîtes postales dans les communautés, dans la mesure du possible ; - Cécogrammes d'un poids ≤ à sept (07) kilogrammes ; - Emission de timbres portant le mot « Botswana » ou à l'effigie du chef de l'État du Botswana ; - Echange de courrier avec une fréquence moyenne de cinq (05) fois par semaine, ou chaque jour ouvrable n'étant pas un jour férié ; - Installation de boîtes aux lettres dans les rues pour la collecte du courrier ; - Distribution de documents judiciaires/juridiques. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés ; Subventions de l'Etat |

| | |
|--|---|
| Périmètre des services postaux réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Envois de correspondance nationaux et transfrontaliers d'un poids \leq à cent (100) grammes et livrés par l'intermédiaire d'une boîte postale; - Courrier transfrontalier acheminé par le système d'échange de courrier de l'UPU; - Installation de boîtes postales dans les localités comptant au moins 5000 habitants; - Emission de timbres portant le mot « Botswana » ou l'effigie du chef de l'État du Botswana ; - Installation de boîtes aux lettres dans les rues pour la collecte du courrier. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Oui |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Modèle de calcul du coût |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/ Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | National seulement |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui mais seulement pour l'opérateur désigné |

| | |
|---|--|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Adapter l'offre de produits et services postaux au contexte actuel ; - Lutter contre l'exercice illégal des activités postales ; - Harmoniser les cadres juridiques de régulation au niveau régional (Afrique) |
| Recommandations pour une régulation postale effective | Elaborer des documents stratégiques et d'harmonisation au niveau régional |

| | |
|---|--|
| Pays : | ETHIOPIE |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | ETHIOPIA COMMUNICATIONS AUTHORITY |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | Obligation pour l'opérateur postal désigné d'assurer des services postaux essentiels de qualité sur l'ensemble du territoire national |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Désenclavement du territoire |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés |
| Périmètre des services réservés | <ul style="list-style-type: none"> - le transport d'envois postaux et l'exécution de tous les services connexes, y compris, sans s'y limiter, la réception, la collecte, l'expédition et la livraison d'envois postaux ; - l'acceptation et la remise de sommes d'argent limitées au moyen de mandats postaux ; - l'établissement, la gestion et le contrôle du service d'épargne postale ; - la gestion et le contrôle d'un service de contre-remboursement de paquets et de colis postaux ; - l'entretien et le fonctionnement des services philatéliques et des services annexes. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |

| | |
|--|----------------------------------|
| Portée de l'Autorisation/licence | National et International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|--|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Définir clairement l'étendue du SPU ; - Déterminer les marchés pertinents et les opérateurs dominants ; - Compenser le coût du service postal universel ; - Gérer les services réservés |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Formuler des politiques de régulation postale; - Redéfinir le service postal; - Distinguer clairement le service postal, du service de livraison et du service logistique; - mettre en place des mécanismes de compensation du coût du SPU; - Définir des normes de qualité de service; - Mettre en œuvre des systèmes efficaces de protection des consommateurs; - Formuler un cadre juridique et réglementaire propice et favorable. |

| | |
|---|--|
| Pays : | GHANA |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | POSTAL AND COURIER SERVICES REGULATORY COMMISSION |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | Assurer l'accès de tous les citoyens aux services postaux essentiels à des coûts abordables en tout lieu et en tout temps. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Service postaux universels |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés |
| Périmètre des services réservés | <ul style="list-style-type: none"> - exclusivité de l'acheminement des lettres, cartes postales, imprimés, petits paquets et autres envois postaux dont le poids est \leq à cent (100) grammes ; - émission et vente de timbres-poste et timbres commémoratifs ; - émission et vente de mandats postaux, etc... |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | National et sous régional International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - digitaliser les services postaux - Harmoniser le cadre juridique de la régulation postale ; |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Moderniser la régulation postale, - Promouvoir l'intégration et de la coopération régionales en matière de régulation postale (Harmoniser les règles et politiques de régulation postale). |

| | |
|---|--|
| Pays : | KENYA |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | COMMUNICATIONS AUTHORITY OF KENYA |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle (Sauf l'exclusivité de l'OD sur la lettre poste (0-350 g), vente de timbres-poste, location des boîtes postales et sacs privés) |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation |
| Portée de la régulation postale | Services postaux Services financiers ; Opérations électroniques, Messagerie ; Commerce électronique. |
| Périmètre du service postal universel | Non Fourni (Le Kenya élabore actuellement le champ d'application du service postal universel) |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés ; Fonds de compensation. |
| Périmètre des services réservés | - boîtes postales ou sacs privés ; - émission des timbres-poste ; - distribution des lettres, cartes postales et aérogrammes dont le poids est ≤ à 350 g facturés au moins cinq fois le tarif de base du tarif des lettres du titulaire de la licence d'affranchissement public pour cette catégorie d'envois. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Oui |

| | |
|--|--|
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Aucun |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | National International y compris national |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Adapter les cadres de régulation au contexte actuel du marché postal; - Mettre en place des normes de régulation propres au développement du commerce électronique notamment en ce qui concerne la logistique, la distribution et les opérations transfrontalières; - Financer à juste coût les obligations de service universel. |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place de normes de régulation pour promouvoir l'adoption des technologies, notamment des systèmes de suivi, des solutions de paiement mobiles, etc. ; - Mettre en place un système d'adressage complet ; - Promouvoir la concurrence saine et loyale ; - Mettre en place de moyens de financement fiable et efficace des obligations de service universel. |

| | |
|---|---|
| Pays : | LESOTHO |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | LESOTHO COMMUNICATIONS AUTHORITY |
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | Non disponible (Le Lesotho n'a pas de cadre propre de régulation du service universel mais applique les directives fixées par l'UPU.) |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Subventions de l'Etat |
| Périmètre des services postaux réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Petits paquets, lettres, documents dont le poids est ≤ à deux (02) kilogrammes ; - Colis postaux dont le poids est ≤ à trente (30) kilogrammes |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Aucun (N/A) |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | National et International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Bénéficier d'un accompagnement conséquent des Etats ; - Alléger les procédures transfrontalières. |
| Recommandations pour une régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le rôle de l'Etat dans le secteur postal ; - Renforcer la collaboration entre les acteurs du secteur postal. |

| | |
|---|--|
| Pays : | MOZAMBIQUE |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | INCM |
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | Non Fourni (Le service postal universel comprend une offre de services postaux dont la qualité est définie, assurée en tout lieu du territoire national par l'opérateur désigné, et dont l'objectif est de répondre aux besoins en communication tant des populations que des structures publiques et privées dans le cadre du développement des activités économiques et sociales (glossaire de la loi n° 1/2016, du 7 janvier - loi postale).) |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Services réservés |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Pas encore défini |
| Périmètre des services réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Le service d'envoi de courrier jusqu'à un poids de ≤ 500 grammes ; - Le service d'envoi de la correspondance recommandée et de la correspondance avec une valeur déclarée ; - L'émission de timbres et d'autres valeurs postales ; - L'émission de mandats postaux ; - l'installation de boîtes aux lettres sur la voie publique pour la collecte des envois postaux; - La création, la gestion et l'exploitation du réseau postal public |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |

| | |
|--|--|
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | <ul style="list-style-type: none"> - National et sous régional ; - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Non |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Reformer les Cadres de régulation ; - Instaurer une concurrence saine et loyale des sociétés de messagerie privées ; - Contrôle de la qualité du service et de la satisfaction du client. |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Actualiser les cadres de régulation pour prendre en compte le contexte actuel notamment les Tics, le commerce électronique, - renforcer la collaboration transfrontalières; - Renforcer les capacités du personnel postal dans les métiers émergents induits par la digitalisation des services postaux; - renforcer le rôle des pouvoirs publics dans la redynamisation du secteur postal |

| | |
|---|---|
| Pays : | NAMIBIE |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | COMMUNICATION REGULATORY AUTHORITY OF NAMIBIA (CRAN) |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | OUI |
| Système de Régulation postale | Régulation sectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | NamPost offre une variété de services, notamment des services postaux au guichet, des services bancaires, de messagerie, de philatélie, d'agence et de transfert d'argent. Tous ces services sont actuellement régis par la Convention de l'Union postale universelle (UPU) et les principes qu'elle contient. Toutefois, il convient de noter que le cadre législatif national actuel ne définit pas le volet SPU en raison des lacunes constatées dans la loi en vigueur sur les communications n° 8 de 2009. Cette loi fait actuellement l'objet d'une révision et d'un amendement par le ministère des technologies de l'information et de la communication (MICT). |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés |
| Périmètre des services réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Lettres dont le poids est \leq à 100 grammes; - Colis postaux dont le poids est \leq à 30 kg; - Envois postaux recommandés - Convocations et les notifications judiciaires dans les mêmes limites de poids que celles ci-dessus mentionnées; - Production et la mise à disposition de boîtes postales, de sacs privés, de boîtes aux lettres à domicile, de souches d'affranchissement, d'enveloppes préaffranchies, de mandats, d'aérogrammes et de coupons-réponses internationaux. - Emission de timbres définitifs, commémoratifs ou spéciaux (y compris les timbres électroniques). - Envois postaux internationaux entrant en Namibie par l'intermédiaire du réseau de l'Union postale universelle et/ou de ses organismes affiliés. |

| | |
|--|---------------------------------------|
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | National et International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Non |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Définir des politiques de protection des consommateurs ; - Harmoniser le cadre juridique de régulation postale au niveau africain ; - Instaurer une concurrence saine et loyale (lutter contre l'exercice illégal); - Digitaliser les services postaux. |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la collaboration entre l'UPAP et l'UPU ; - L'UPAP doit : <ul style="list-style-type: none"> • adopter des mesures de régulation qui obligent les services de messagerie privés à contribuer aux obligations de service universel (OSU); • envisager d'adopter un cadre de concurrence équitable qui permette aux messageries privées d'exercer leurs activités tout en veillant à ce qu'elles ne compromettent pas la viabilité des opérateurs postaux désignés; - Renforcer la collaboration entre les acteurs du secteur postal d'une part, et entre les acteurs du secteur postal et les autres parties prenantes pertinentes d'autre part ; - Promouvoir le commerce électronique en Afrique. |

| | |
|---|--|
| Pays : | REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | TANZANIA COMMUNICATIONS REGULATORY AUTHORITY (TCRA) |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques | Cadre juridique de régulation ; |
| Portée de la régulation postale | Services postaux Services financiers électroniques. |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Lettres d'un poids \leq à cinq cents (500) grammes; - Colis et paquets d'un poids \leq à dix (10) kilogrammes; - Cécogrammes d'un poids \leq à dix (10) kilogrammes; - Services financiers postaux (Postal Cash et Postal Giro) - Services de représentation financière (les bureaux de change, les services financiers par téléphonie mobile, les agence de voyage, les services d'agence pour les banques tanzaniennes, les services d'agence pour les compagnies d'assurance (National Insurance Cooperation et la Zanzibar Insurance Corporation), la collecte des frais d'inscription à l'examen national, - Guichet unique des services administratifs, prestations immobilières et plateforme de commerce électronique (délivrance de la carte d'identité nationale, l'enregistrement des entreprises) |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | <ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement du territoire ; - Service express de livraison d'échantillons biologiques pour le compte du ministère de la Santé |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Services réservés ; - Fonds de compensation |
| Périmètre des services réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Emission de timbres ; - Installation des boîtes postales; - Usage de la mention bureau de poste, boîte postale et timbres-poste sur la période fixée par le régulateur. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |

| | |
|--|--|
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence ; |
| Portée de l'Autorisation/licence | National et sous régional International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|--|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter les opérations postales transfrontalières en Afrique ; - Accélérer le processus de digitalisation des services postaux; - Former le personnel postal dans les nouveaux métiers induits par les nouvelles technologies (IA, blockchain, cybersécurité, protection des données personnelles, etc.) |
| Recommandations pour une régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la coopération entre les acteurs du secteur, notamment l'Etat, le régulateur et les opérateurs en Afrique ; - Harmoniser les cadres politiques et de régulation du secteur postal en Afrique ; - Renforcer la collaboration et la coopération avec les organisations régionales et internationales, notamment l'UPU, UPAP, les Unions restreintes - Renforcer les capacités des OD africains dans les nouveaux métiers. |

| | |
|---|--|
| Pays : | ZAMBIE |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | ZAMBIA INFORMATION AND COMMUNICATIONS AUTHORITY (ZICTA) |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation ; Stratégie nationale de développement des services postaux |
| Portée de la régulation postale | - Services postaux - Services de messagerie. |
| Périmètre du service postal universel | Envois de lettre d'un poids ≤ à un (01) kilogramme ou aux colis qui entrent dans une boîte rectangulaire aux dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Longueur 458 mm • Largeur 324 mm • Épaisseur 100 mm • d) Cylindre d'une longueur de 458 mm et d'une épaisseur de 100 mm ou d'une masse ≤ 1 kg |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - Transferts de fonds, - Services administratifs dématérialisés |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | - Services réservés ; - Subventions de l'Etat. |
| Périmètre des services postaux réservés | - Envois postaux d'un poids ≤ à un (01) kilogramme; - Mise à disposition de boîtes postales ; - Impression et émission de timbres-poste (philatélie) et ; - Cylindres et articles de dimensions précisés. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |

| | |
|--|---|
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence ; |
| Portée de l'Autorisation/licence | <ul style="list-style-type: none"> - National ; - National et sous régional ; - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|--|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Reforme juridique du secteur postal pour tenir compte du contexte actuel du marché postal ; - Définir clairement l'obligation de service universel et son contenu ; - Conformité des opérateurs désignés aux normes de régulation postales; |
| Recommandations pour une régulation postale effective | - Mettre en œuvre la Co régulation |

| | |
|---|---|
| Pays : | BURKINA FASO |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES DU BURKINA FASO |
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation Stratégie nationale de développement du secteur postal |
| Portée de la régulation postale | Services postaux Services financiers postaux |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Envois postaux ordinaires dont le poids est ≤ à deux (02) kilogrammes ; - Colis postaux dont le poids est ≤ à vingt (20) kilogrammes ; - Envois postaux recommandés ; - Envois postaux avec valeur déclarée ; - Cécogrammes dont le poids est ≤ à sept (07) kilogrammes ; - Emission et paiement de mandats postaux. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | <ul style="list-style-type: none"> - Missions d'intérêt général (désenclavement du territoire) ; - Services financiers postaux |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Services réservés ; - Fonds de compensation ; - Subventions de l'Etat. |
| Périmètre des services postaux réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Envois postaux ordinaires et express, nationaux et internationaux d'un poids < à cinq cents (500) grammes ; - droit d'émission de timbres-poste et de toutes autres valeurs fiduciaires postales portant la mention « Burkina Faso » ou tout autre signe, sceau ou symbole de la République. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non (arrivé à expiration, en cours de renouvellement) |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Oui |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Facture de l'opérateur désigné ; - Modèle de calcul du coût du SPU - Données statistiques et états financiers de l'OD |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Concession ; - Autorisation ; - Déclaration. |
| Portée de l'Autorisation/licence | <ul style="list-style-type: none"> - National ; - National et sous régional ; - International. |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un cadre juridique harmonisé de la régulation postale en Afrique ; - Généraliser la régulation multisectorielle pour mutualiser les moyens en raison de l'insuffisance de ressources dans le secteur postal ; |

| | |
|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Instaurer un cadre de partage d'expériences et de connaissances entre acteurs de la régulation postale en Afrique; - Prendre en compte le secteur postal dans les priorités gouvernementales. |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un cadre juridique harmonisé de régulation postale en Afrique ; - Mettre en place un cadre institutionnel harmonisé de régulation postale en Afrique ; - Lutter contre l'exercice illégal des activités postales. |

| | |
|---|--|
| Pays : | REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE DE REGULATION DE LA POSTE ET DES TELECOMMUNICATIONS DU CONGO « ARPTC » |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation Multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale, Déclaration de politique sectorielle postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | - Lettres dont le poids est ≤ à deux (02) kilogrammes ; - Carte postale ; - Imprimés et petits paquets dont le poids est ≤ à deux (02) kilogrammes - Cécogrammes. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Non fourni |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | - Fonds de compensation ; - Subventions de l'Etat. |
| Périmètre des services postaux réservés | Non prévu par la loi |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | En cours |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | - Uniquement National ; - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui (GMS NEXUS du projet UPAP/CRASA pour l'OD et un système de panélistes au niveau national pour les opérateurs postaux privés) |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | - Mettre en place un cadre juridique propice à l'innovation; - Renforcer les capacités du personnel postal |
| Recommandations pour régulation postale effective | - Elaborer un cadre légal adapté et définissant les rôles précis et clairs de l'autorité de régulation postale. |

| | |
|---|---|
| Pays : | UNION DES COMORES |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE COMORIENNE DE REGULATION POSTALE (ACRP) |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation sectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Envois postaux dont le poids est \leq à deux (2) kilogrammes ; - Colis postaux dont le poids est \leq à vingt (20) kilogrammes ; - Services relatifs aux envois postaux recommandés et aux envois postaux avec valeur déclarée ; - Emission et paiement de mandats de poste ; - Courrier accéléré national ; |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Désenclavement du territoire ; |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Services réservés ; - Fonds de compensation. |
| Périmètre des services postaux réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Envois nationaux et internationaux dont le poids est \leq à un (01) kilogramme pour le courrier ordinaire ; - Envois affranchis dont le poids est \leq à cinq cents (500) grammes pour le courrier express national ; - Publipostage, les services relatifs aux envois recommandés et aux envois avec valeur déclarée ; - Service des boîtes postales ; - Emission de timbre-poste, des timbres taxe, des timbres officiels, des coupons réponses et toutes autres valeurs fiduciaires postales, destinées à l'affranchissement et à la philatélie, portant la mention « Union des Comores » ou tout autre signe, sceau ou symbole de l'Union ; |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Autorisation/Licence ; - Agrément |
| Portée de l'Autorisation/licence | <ul style="list-style-type: none"> - National et sous régional ; - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Non |

| | |
|---|--|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la collaboration inter régulateurs; - Renforcer la collaboration entre les acteurs du secteur postal. |
| Recommandations pour une régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un cadre réglementaire clair et adapté aux besoins du secteur postal africain (innovation, concurrence équitable, protection des consommateurs et promotion du développement durable, etc. ; - Renforcer les capacités du personnel postal; |

| | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la concurrence loyale et saine; - Renforcer la coopération régionale (échange d'informations, coordination des politiques et harmonisation des normes, etc. ; - Promouvoir l'innovation technologique; - Renforcer la protection des consommateurs à travers la mise en place de dispositifs de réception des plaintes et le respect des délais de traitement des plaintes; - Encourager la collaboration entre les opérateurs désignés et privés (partage de connaissances, d'expériences, mutualisation des infrastructures et autres ressources. |
|--|--|

| | |
|---|---|
| Pays : | BENIN |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE (ARCEP BENIN) |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | <p>Le service postal minimal requis comprend la collecte, le tri, l'acheminement et la distribution de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Envois postaux dont le poids est \leq à deux (02) kilogrammes ; - Documents pour aveugles dont le poids est \leq à sept (07) kilogrammes ; - Sacs spéciaux dont le poids est \leq à trente (30) kilogrammes ; - Colis dont le poids est \leq à trente (30) kilogrammes. <p>Il comprend également l'émission et le paiement de mandats-poste.</p> <p>Les services supplémentaires obligatoires comprennent les :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services de recommandation pour les envois avion et les envois prioritaires partant de la poste aux lettres ; - Services de recommandation pour les envois non prioritaires partant de la poste aux lettres et de surface pour des destinations vers lesquelles il n'existe aucun service prioritaire ou de courrier avion ; - Services de recommandation pour tous les envois arrivant de la poste aux lettres ; - Envois prioritaires partant de la poste aux lettres sont constitués par les envois revêtant un caractère urgent d'acheminement et de distribution et pour lesquels le client a acquitté le tarif indiqué. <p>Les services supplémentaires facultatifs comprennent les :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services nouveaux basés sur les Technologies de l'information et de la communication (TIC) ; - Autres services postaux ; - Services financiers postaux. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Subventions de l'Etat. |

| | |
|--|--|
| Périmètre des services postaux réservés | - Envois postaux nationaux internationaux ordinaires ou accélérés dont le poids est < à 350 g; |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | En cours |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | - National - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | - Lutter contre l'exercice illégal ; - Digitaliser les services postaux ; - Réduire l'empreinte écologique des activités postales ; - Financer à juste prix le coût du SPU |
| Recommandations pour une régulation postale effective | - Adapter le cadre réglementaire pour prendre en compte les services postaux innovants ; - Mettre en place un mécanisme de financement du SPU ; - Renforcer les capacités des autorités de régulation. |

| | |
|---|--|
| Pays : | MAROC |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation sectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Ministère |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Services postaux ; - Services financiers postaux ; - Poste numérique. |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Envois de correspondance, de journaux et d'imprimés périodiques dont le poids est \leq à deux (02) kilogrammes ; - Colis postaux dont le poids est \leq à vingt (20) kilogrammes ; - Envois à valeur déclarée dont le montant est inférieur à un seuil fixé par arrêté de l'autorité gouvernementale compétente ; - Réexpédition des envois postaux ; - Service de boîte postale ; - Envois de cécogrammes à titre gratuit en envois ordinaires dont le poids est \leq à sept (07) kilogrammes au profit des organisations de personnes aveugles ; - Sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | <ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement du territoire ; - Distribution des aides financières aux démunis, - Services et bourses rendus aux étudiants, - Déploiement de l'assurance maladie obligatoire, - Distribution des documents administratifs aux Marocains résidant à l'étranger, - Services en lien avec la mutation des cartes grises, - Gestion des réclamations sur infractions routières, - Prestations relatives au registre national de la population |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés ; |
| Périmètre des services postaux réservés | Tout envoi dont le poids est \leq à un (01) kilogramme |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Oui |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Comptabilité analytique |

| | |
|--|---|
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | Autorisations accordées exclusivement aux expressistes internationaux (Opérateurs de courrier accéléré international). |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Détermination du coût réel du service universel postal ; - Mise en place de la comptabilité analytique pour toutes les activités postales ; - Formation du personnel sur la régulation postale et la tenue des enquêtes et des sondages. |
| Recommandations pour une régulation postale effective | Création d'une autorité de régulation autonome . |

| | |
|---|--|
| Pays : | REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation sectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Agence |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Stratégie nationale de développement du secteur postal |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | Uniquement en zones urbaines |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Désenclavement du territoire |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Fonds de compensation |
| Périmètre des services postaux réservés | Uniquement en zones urbaines |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | - Uniquement national ; - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Non |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Accroître la confiance du marché - Attirer davantage d'investisseurs |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un point focal par pays pour le suivi évaluation des activités de régulation postale; - Elaborer une feuille de route pour les points focaux - Suivre les activités des points focaux. |

| | |
|---|---|
| Pays : | REPUBLIQUE DU SENEGAL |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS ET DES POSTES (ARTP) |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation Multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Envois postaux dont le poids est \leq à deux (02) kilogrammes ; - Colis postaux dont le poids est \leq à vingt (20) kilogrammes ; - les services relatifs aux envois postaux recommandés et aux envois postaux avec valeur déclarée ; - l'émission et le paiement de mandats de poste. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | <ul style="list-style-type: none"> - Service public des postes : - Services financiers postaux |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | - Subventions de l'Etat |
| Périmètre des services postaux réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Envois nationaux et internationaux dont le poids est \leq à cinq cents (500) grammes pour le courrier ordinaire ; - Envois affranchis à concurrence de 5 fois le tarif du premier échelon de poids pour autant que leur poids soit \leq à cinq cents (500) grammes pour le courrier express intérieur. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Produits - Charges - Comptabilité analytique |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Concession - Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | <ul style="list-style-type: none"> - National et sous régional ; - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui (GMS : Global Monitoring System) |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Réguler les tarifs avec la mise à disposition d'un catalogue des offres ; - Veiller à la protection des données à caractère personnel des consommateurs ; - Mettre à jour le cadre juridique qui prendra en compte, le périmètre de l'activité postale, l'intégration de nouveaux régimes, le volet numérique dans le service postal universel et les nouveaux besoins du Consommateur ; - Lutter contre l'exercice illégal des activités postales ; - Promouvoir la digitalisation et l'interopérabilité des réseaux postaux africains ; - Assurer la Co régulation du secteur postal avec les différentes parties intéressées : services financiers avec la banque centrale, la Douane, le secteur des transports etc... ; - Harmoniser la législation au niveau régional (en Afrique). |
| Recommandations pour une régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Harmoniser les cadres juridiques et institutionnels du secteur postal en Afrique ; - Renforcer la collaboration entre opérateurs désignés et privés ; - Mettre en place une régulation postale africaine efficace. |

| | |
|---|--|
| Pays : | MALI |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE MALIENNE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ET DES POSTES (AMRTP) |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation Multisectorielle (Télécom et Postes) |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Emission et vente des timbres, des coupons réponses ; - marques d'affranchissement ; - Envois postaux dont le poids est \leq à deux (02) kilogrammes ; - colis postaux dont le poids est \leq à vingt (20) kilogrammes ; - cécogramme dont le poids est \leq à sept (07) kilogrammes ; - envois postaux recommandés et à valeur déclarée ; - services des valeurs à recouvrer et envois contre remboursement ; - émission et paiement de mandats postaux |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Désenclavement du territoire ; missions d'Etat en matière administrative, économique, de défense et de sécurité |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Services réservés ; - Fonds de compensation ; - Subventions de l'Etat. |
| Périmètre des services postaux réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Envois nationaux et internationaux de correspondances dont le poids est \leq à cinq cents (500) grammes pour courrier ordinaire et express ; - Publipostage, envoi recommandé et envoi avec valeur déclarée ; - Emission de timbre-poste et de valeur fiduciaire postale. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Licences (Autorisations) ; - Concession |

| | |
|--|----------------------|
| Portée de l'Autorisation/licence | International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Non |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités dans le secteur postal ; - Renforcer l'indépendance des régulateurs ; - Lutter contre l'exercice illégal des activités postales ; - Reforme le secteur postal africain |
| Recommandations pour une régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Relire et adopter la directive postale africaine ; - Faire un plaidoyer pour prendre en compte le secteur parmi les priorités des Etats membres ; - Redéfinir le SPU et sa portée dans le contexte économique actuel surtout dans les pays qui font face à l'insécurité endémique ; - Mettre en place une association africaine des régulateurs postaux, à l'instar des télécommunications afin que les autorités de régulation s'impliquent plus. |

| | |
|---|--|
| Pays : | REPUBLIQUE DU CONGO |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AGENCE DE REGULATION DES POSTES ET COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (ARPCE) |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation Multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Agence |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle, existence de services réservés |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Envois postaux dont le poids est \leq à deux (02) kilogrammes; - Colis postaux dont le poids est \leq à vingt (20) kilogrammes; - Services relatifs aux envois postaux recommandés et aux envois postaux avec valeur déclarée; - Emission et le paiement de mandat de poste. Il comprend aussi bien les services nationaux qu'internationaux. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés |
| Périmètre des services postaux réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Envois postaux accélérés jusqu'à 50 Grammes - envois postaux ordinaires jusqu'à 100 Grammes - Les services relatifs aux envois postaux recommandés et aux envois postaux avec valeur déclarée ; - L'émission et le paiement de mandat de poste |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Autorisation/Licence ; - Concession ; - Déclaration |
| Portée de l'Autorisation/licence | National et international |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Nombre de jour de distribution |

| | |
|---|--|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre l'exercice illégal des activités postale; - Définir et contrôler les normes de qualité de service; - Assurer l'accès et la protection du marché postal ; - Assurer le respect effectif des obligations contenues dans les cadres juridiques. |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le pouvoir réglementaire des régulateurs postaux; - Uniformiser la portée de la régulation postale en prenant en compte les services postaux et les services financiers postaux; - Harmoniser le cadre juridique et les procédures régissant le secteur postal africain. |

| | |
|---|---|
| Pays : | CAMEROUN |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS |

| | |
|--|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation sectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Direction du Ministère des Postes et Télécommunications |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | Services postaux Services financiers postaux |
| Périmètre du service postal universel | - Les services minimal requis; - Les services supplémentaires obligatoires; - Les services supplémentaires facultatifs. |
| Autres missions de service public confiée (s) de l'opérateur désigné | Missions d'intérêt général ; Désenclavement du territoire ; Service public postal. |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés ; Fonds de compensation ; Subventions de l'Etat. |
| Périmètre des services postaux réservés | - Envois de correspondances ordinaires dont le poids est ≤ à cinq cents (500) grammes ; - Courrier accéléré national dont le poids est ≤ à cent (100) grammes ; - Emission et vente des timbres-poste, timbres faxe, timbres officiels, coupons réponses et toutes autres valeurs fiduciaires postales destinées à l'affranchissement et à la philatélie portant la mention « République du Cameroun » ou tout autre signe ou symbole de la république ; - Services des boîtes postales et d'assignation, d'hébergement et de valorisation des adresses postales numériques ; - Le publipostage. |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non (arrivé à expiration 2019-2022, en cours de renouvellement) |
| Coût du SPU régulièrement compensé | régulièrement recouvré |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Par l'intermédiaire d'un cabinet qui utilise un modèle de coût |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | - Concession ; - Autorisation ; - Déclaration. |

| | |
|--|--------------------|
| Portée de l'Autorisation/licence | Non Fourni. |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Non |

| | |
|---|-------------------|
| Principaux défis de la régulation postale | Non Fourni |
| Recommandations pour régulation postale effective | Non Fourni |

| | |
|---|--|
| Pays : | REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS/TICS DE COTE D'IVOIRE (ARTCI) |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité administrative indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Services postaux ; - Services de transfert d'argent via équipement fixe |
| Périmètre du service postal universel | <ul style="list-style-type: none"> - Envois postaux dont le poids est < à 2,1 kilogrammes ; - Colis postaux dont le poids est < à 31,5 kilogrammes. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Fonds de compensation ; - Subventions de l'Etat. |
| Périmètre des services postaux réservés | Non défini |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non, en cours d'élaboration |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Modèle de calcul du coût du SPU |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Autorisation/Licence ; - Déclaration |
| Portée de l'Autorisation/licence | International et national |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Non, en cours de mise en œuvre |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre l'exercice illégal des activités postales, - Compenser à juste prix du coût du SPU, - Prendre en compte le secteur postal dans les politiques de développement nationaux. - Respecter des obligations réglementaires et cahier des charges |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Disposer d'une réglementation adaptée ; - Définir un service réservé pour le SPU ; - Financer effectivement le SPU. |

| | |
|--|---|
| Pays : | ESWATINI |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | ESWATINI COMMUNICATIONS COMMISSION |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité Administrative Indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Monopole avec un seul opérateur désigné |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | - Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | - Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | - Lettres jusqu'à 2kgs - documentation pour personnes ayant des besoins spéciaux jusqu'à 7 kg ; - Colis jusqu'à 20kgs ; - Sacs M », jusqu'à 30 kg ; - Emission et paiement de mandats postaux ; - envois contre remboursement. |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | - Services réservés |
| Périmètre des services réservés | - envois postaux (documents) de 0 à 1 kg, - production et émission de timbres-poste, - location de boîtes postales, - usage de la dénomination « bureau de poste » pour désigner des points de vente et autres locaux ou établissements exploités. - |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Non encore élaboré |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | - Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|--|
| Principaux défis de la régulation postale | - Mettre en place un système d'adressage physique complet ; - Compenser à juste prix le coût net du SPU ; - Renforcer la coopération régionale et sous régionale ; - Redéfinir le service postal. |
| Recommandations pour régulation postale effective | - Renforcement des capacités des régulateurs ; - Renforcer la coopération entre organisation postale internationale (UPAP et UPU) |

| | |
|--|---|
| Pays : | MALAWI |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | MALAWI COMMUNICATIONS REGULATORY AUTHORITY |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation Multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité Administrative Indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | - Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | - Services postaux - Services financiers postaux |
| Périmètre du service postal universel | Lettre et colis postaux d'un poids minimum de 350 grammes |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | Contribuer à l'inclusion financière |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | - Services réservés - Subventions de l'Etat |
| Périmètre des services réservés | Envois de moins de 350 grammes |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné y compris un modèle de coût |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | - Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | - National - Régional - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | - Harmoniser la réglementation postale africaine - Renforcer l'intégration régionale - Promouvoir le commerce électronique |
| Recommandations pour régulation postale effective | - Mettre en place un cadre juridique harmonisé - Promouvoir les investissements dans le secteur postal - Mettre en place un cadre juridique harmonisé en matière de cybersécurité et de protection des données à caractère personnel afin de promouvoir le commerce électronique |

| | |
|--|--|
| Pays : | NIGER |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité Administrative Indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | <ul style="list-style-type: none"> - Cadre juridique de régulation postale - Stratégie nationale de régulation postale - Stratégie nationale de développement du secteur postal |
| Portée de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Services postaux - Services financiers postaux |
| Périmètre du service postal universel | Non Fourni |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | <ul style="list-style-type: none"> - Services réservés - Fonds de compensation |
| Périmètre des services réservés | <ul style="list-style-type: none"> - Lettres jusqu'à 2kgs - Colis jusqu'à 20kgs |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Oui |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Concession - Autorisation/Licence - Déclaration |
| Portée de l'Autorisation/licence | <ul style="list-style-type: none"> - National seulement - National et sous régional - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Actualiser le cadre réglementaire - Améliorer la couverture du SPU - Promouvoir le commerce électronique et digitaliser les services postaux |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Adapter le cadre réglementaire au contexte actuel - Renforcer la coopération sous régionale et internationale - Accélérer le processus de digitalisation |

| | |
|--|-------------------------------|
| Pays : | NIGERIA |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | NIGERIA POSTAL SERVICE |

| | |
|---|--|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation sectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Agence |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation partielle |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | <ul style="list-style-type: none"> - Cadre juridique de régulation postale - Stratégie nationale de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Services postaux - Services financiers postaux |
| Périmètre du service postal universel | Lettres, petits paquets et envois recommandés dont le poids est inférieur à 500 grammes |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | Services réservés |
| Périmètre des services réservés | Envois de moins de 500 grammes |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Non |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Facture de l'opérateur désigné |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | <ul style="list-style-type: none"> - Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | <ul style="list-style-type: none"> - National - Régional - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Oui |

| | |
|---|---|
| Principaux défis de la régulation postale | <ul style="list-style-type: none"> - Faire respecter la réglementation postale par les opérateurs postaux ; - Définir clairement des fonctions des acteurs du secteur postal ; - Lutter contre l'exercice illégal des activités postales. |
| Recommandations pour régulation postale effective | <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la sensibilisation des acteurs du secteur postal |

| | |
|--|--|
| Pays : | ZIMBABWE |
| Dénomination de l'Autorité de Régulation : | POSTAL AND TELECOMMUNICATIONS REGULATORY AUTHORITY OF ZIMBABWE (POTRAZ) |

| | |
|---|---|
| Existence d'une régulation postale ? | Oui |
| Système de Régulation postale | Régulation multisectorielle |
| Statut de l'Autorité de régulation postale | Autorité Administrative Indépendante |
| Degré d'ouverture du marché postal | Libéralisation totale |
| Cadres politiques ou stratégiques disponibles | - Cadre juridique de régulation postale |
| Portée de la régulation postale | - Services postaux |
| Périmètre du service postal universel | Lettres jusqu'à 20 grammes Petits paquets jusqu'à 500 grammes Colis postaux jusqu'à 1 kilogramme |
| Autres missions de service public confiée (s) à l'opérateur désigné | - |
| Mécanisme (s) de compensation du coût du SPU | En cours d'élaboration |
| Périmètre des services réservés | Inexistant - |
| Existence d'un contrat plan Etat-opérateur désigné | Oui |
| Coût du SPU régulièrement compensé | Non |
| Mécanisme (s) de détermination du coût du SPU | Pas encore défini |
| Différents régimes d'exploitation des services postaux | - Autorisation/Licence |
| Portée de l'Autorisation/licence | - National - Régional - International |
| Existence d'outils d'évaluation de la qualité de service | Non |

| | |
|---|--|
| Principaux défis de la régulation postale | - Digitaliser les services postaux |
| Recommandations pour régulation postale effective | - Créer un cadre formel de concertation entre régulateurs et opérateurs postaux ; - Alléger les barrières à l'entrée du marché postal |

QUESTIONNAIRE SUR LA REGULATION POSTALE EN AFRIQUE

I. Description

Les Etats membres de l'UPAP sont priés de remplir le présent formulaire/questionnaire sur « l'état de mise en œuvre de la régulation postale » et de le retourner au Secrétariat général au plus tard le 31 mai 2024. Cette collecte a pour principal objet la mise en place d'une base de données sur la régulation postale en Afrique. En effet, l'analyse de cette base de données permettra au Secrétariat général de l'UPAP d'élaborer des documents stratégiques en matière de régulation postale et de formuler des recommandations fortes sur les défis actuels de la régulation postale en Afrique.

Ce questionnaire est exclusivement adressé aux autorités de régulation postale d'Afrique. Si vous le recevez sans être l'une d'elles, le Secrétaire général de l'UPAP vous prie de bien vouloir le transmettre à la (aux) personne(s) compétente(s) chargée(s) de la régulation postale dans votre pays.

Veuillez retourner le questionnaire dûment renseigné à l'adresse sc@papu.co.tz avec copie à pri@papu.co.tz et à lop@papu.co.tz.

Le Secrétariat général vous remercie d'avance pour votre franche collaboration.

II. INFORMATIONS GENERALES

| | |
|---|-------------|
| Pays : | |
| Dénomination de votre structure : | |
| Nom complet de la personne remplissant le questionnaire : <input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme. | |
| Fonction/Poste occupé : | |
| Adresse : | |
| Tél. portable | Courriel : |
| Date : | Signature : |

III. QUESTIONS

| | |
|---|---|
| III.1. Disposez-vous d'une régulation postale ? | III.2. Quel système de régulation postale disposez-vous ? |
| <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Sectoriel : une structure dédiée uniquement de la régulation postale <input type="checkbox"/> Multisectoriel : une structure chargée de la régulation d'au moins deux (02) secteurs d'activités dont le secteur postal |

| | |
|---|---|
| III.3. Quel est le statut de la structure chargée de la régulation postale ? | III.4. Quel est le degré d'ouverture du marché postal ? |
| <input type="checkbox"/> Agence <input type="checkbox"/> Autorité administrative indépendante <input type="checkbox"/> Autre (précisez) : | <input type="checkbox"/> Libéralisation partielle <input type="checkbox"/> Libéralisation totale <input type="checkbox"/> Monopole avec un seul opérateur désigné |

| | |
|--|---|
| III.5. De quel (s) cadre (s) politique ou stratégique ou juridique disposez-vous ? | III.6. Quelle est la portée de la régulation postale ? |
| <input type="checkbox"/> Cadre juridique de régulation postale ; <input type="checkbox"/> Stratégie nationale de la régulation postale ; <input type="checkbox"/> Stratégie nationale de développement du secteur postal ; <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : | <input type="checkbox"/> Services postaux ; <input type="checkbox"/> Services financiers postaux ; <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : |

.....

III.7. Quel est le périmètre du service postal universel dans votre pays ?

| | |
|--|--|
| III.8. Quelles autres responsabilités de service public sont-elles confiées à l'opérateur désigné ? | III.9. Quel (s) mécanisme (s) de compensation des charges engendrées par la fourniture du service postal universel ? |
| <input type="checkbox"/> Service postal universel ; <input type="checkbox"/> Désenclavement du territoire ; <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : | <input type="checkbox"/> Services réservés ; <input type="checkbox"/> Fonds de compensation ; <input type="checkbox"/> Subventions de l'Etat ; <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : |

.....

III.10. Quel est le périmètre des services réservés ?

.....

| | |
|--|--|
| III.11. Existe-t-il un contrat plan entre l'Etat/le gouvernement et l'opérateur désigné ? | III.12. Le coût de prestation du service postal universel est-il régulièrement recouvré ? |
| <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |

.....

| | |
|--|---|
| III.13. Comment déterminez-vous le coût du service postal universel ? | III.14. Quels sont les régimes d'exploitation de licences en vigueur dans votre pays ? |
| <input type="checkbox"/> A l'aide d'un logiciel <input type="checkbox"/> Sur la base de la facture de l'opérateur désigné <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : | <input type="checkbox"/> Concession <input type="checkbox"/> Autorisation ou licence <input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : |

| | |
|--|--|
| III.15. Quelle(s) est (sont) la (les) portée (s) de l'autorisation ou de la licence octroyée à l'opérateur désigné de votre pays ? | III.16. Disposez-vous d'outils d'évaluation de la qualité de service des opérateurs postaux ? |
| <input type="checkbox"/> Uniquement national <input type="checkbox"/> National et sous régional <input type="checkbox"/> International <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |

III.17. Quels sont, selon vous, les principaux défis de la régulation postale en Afrique ?

.....

III.18. Quelle(s) est (sont) (votre) vos recommandation(s) pour assurer une régulation postale effective en Afrique ?